



300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3168- JEUDI 15 MARS 2018

INTENTIONS DE VOTE À LA PRÉSIDENTIELLE 2018

Félix Tshisekedi et Adolphe Muzito en tête de sondage

La fin du premier trimestre 2018 est marquée notamment par des alliances contre nature tant dans l'opposition que dans la majorité, sans prise en compte du vrai poids politique de chacun des acteurs politiques dans sa base électorale. Le

temps semble propice à une enquête par sondage pour récolter les premières intentions de vote au cas où la présidentielle devait être organisée le 11 mars. C'est ce à quoi s'est livré l'Institut Les Points qui vient de publier son dernier sondage réalisé du

9 au 10 mars dans les vingt-six chefs-lieux de la RDC. Il en ressort que les éventuels candidats à la présidentielle de 2018 ne disposant pas de bases électorales potentielles en provinces ne peuvent pas espérer mieux.

Page 3



Félix Tshisekedi



Adolphe Muzito

VIOLENCES EN ITURI

Les humanitaires redoutent une crise alimentaire aiguë



Des humanitaires s'inquiètent déjà et préviennent sur le risque d'une grave crise alimentaire pouvant causer de nouvelles victimes. Le territoire de Djugu considéré comme le grenier de la province a du mal à assumer son statut du fait de la récurrence des violences qui ont détruit des nombreuses plantations. La saison agricole B de l'année 2017 avait connu un

Les produits alimentaires coûtent de plus en plus chère à Bunia en province de l'Ituri échec avec la prolongation de la saison sèche. Les agriculteurs de Djugu, qui espéraient se rattraper en ce mois de mars, risquent de déchanter.

Au marché central de Bunia, les effets des violences dans le territoire de Djugu considéré comme le grenier de la province commencent déjà à se ressentir.

Page 4

MINES

Samsung veut sécuriser son approvisionnement en cobalt en RDC

Samsung C & T Corporation, filiale du plus grand fabricant de smartphones au monde, négocie un accord pluriannuel pour acheter du cobalt auprès de la Société minière du Katanga (Somika), principalement celui produit dans sa mine de Kisanfu, indique l'agence Bloomberg. Les négociations seraient en cours entre les deux parties, car Samsung doit effectuer des tests sur les coûts d'expédition et les utilisateurs potentiels.

Le président de Somika, Chetan Chug, cité par Bloomberg, a confirmé les discussions avec Samsung C & T, mais n'a pas souhaité s'étendre davantage sur le sujet car aucun accord n'a encore été trouvé.

Page 5

OBSÈQUES DE ROSSY MUKENDI

Une deuxième autopsie retarde la levée de corps

Annoncée initialement pour ce 15 mars, la levée de corps est reportée à une date ultérieure remettant à plus tard, sans aucune précision sur la date, les obsèques de cet activiste des droits de l'homme abattu le 25 février 2018 par un élément de la police à la suite d'une marche initiée par les laïcs catholiques.

Après une première autopsie, l'auditorat militaire de garnison de Matete exige une deuxième annoncée pour le 13 mars. C'est ce dernier développement qui aurait milité pour le report des obsèques de Rossy Mukendi attendus fiévreusement par les Kinois.

Page 2

ÉDITORIAL

Lettres d'Afrique

À ceux qui doutent encore de l'importance que revêt la littérature dans l'émergence de notre continent sur la scène mondiale, nous ne saurions trop conseiller de venir dès demain visiter, au Palais des expositions de la Porte de Versailles, à Paris, le magnifique Pavillon dédié aux écrivains, poètes, romanciers, essayistes, artistes d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Ils comprendront aussitôt pourquoi notre continent, longtemps perçu seulement comme un très riche réservoir de matières premières, s'impose en réalité désormais comme le plus vaste gisement d'idées, de pensées, d'images, de projets de la planète.

Inauguré ce soir par le président Emmanuel Macron et son épouse Brigitte, première dame de la République Française, ce trente-huitième Salon du Livre de Paris a, en effet, ceci de très particulier, de très significatif même que le Pavillon des Lettres d'Afrique y occupe une place centrale. Placé à cheval sur l'une des principales allées du salon et visible de partout en raison notamment de la signalétique lumineuse qui le couronne, l'espace dédié à la littérature de notre continent sera à coup sûr l'un des lieux les plus fréquentés de ce salon en raison des rencontres, débats, échanges de toute nature qui s'y dérouleront du 16 au 19 mars. Il confirmera par sa vitalité le fait que l'Afrique dans son ensemble devient incontournable sur tous les plans.

Ayant été il y a six ans, lorsque nous avons créé le stand Livres et auteurs du Bassin du Congo, à l'origine directe du processus qui fait aujourd'hui du Pavillon des Lettres d'Afrique un lieu d'exception, nous sommes bien placés pour constater que le mouvement s'accélère. Et, cela va de soi, nous confirmons que le Congo, notre Congo, accompagnera plus que jamais cette marche en avant, ce dont témoigne la présence de notre agence de presse et de nos quotidiens au sein de ce pavillon avec un lieu de rencontre où se retrouveront les intellectuels de tout bord, où sera lancée une Web TV centrée sur le Bassin du Congo, où sera diffusé un numéro spécial *des Dépêches de Brazzaville* consacré à la culture africaine.

Jamais, nous semble-t-il, la diplomatie culturelle n'a été aussi importante dans les relations internationales puisqu'elle abat les frontières artificielles élevées entre les hommes par l'Histoire. Le Pavillon des Lettres d'Afrique est là, cette année encore, pour en apporter la preuve.

Les Dépêches de Brazzaville

LUTTE CONTRE LES ANTIVALEURS

Des jeunes sensibilisés à la paix

Plus de deux mille participants sont attendus à la campagne dénommée «Jeune pour la paix» qu'organisera, le 31 mars à Kinshasa, notamment à la Fikin dans la commune de Lemba, le mouvement citoyen Coalition des jeunes consciencieux et patriotes (Cojecop).

La journée de sensibilisation à la paix, selon le coordonnateur général de la Cojecop, Michael Dandu Mondonga, se tient dans le cadre de la campagne de paix que mène ce mouvement citoyen à travers toute la République. Il s'agit d'appeler les jeunes à être non pas des marche-pieds des politiciens en mal de repositionnement mais des artisans de paix et acteurs de développement. La Cojecop, soutient Michael Dandu Mondonga, s'est engagée résolument « dans l'encadrement de la jeunesse pour la sauvegarde de la paix, gage du développement harmonieux de la RDC ».

Ce mouvement citoyen qui prône la paix se fixe comme objectifs de lutter contre la pauvreté, le chômage et la délinquance juvénile ; promouvoir les talents et les compétences en valorisant l'excellence chez les jeunes ; encourager l'esprit de l'entreprise et d'auto-prise en charge ; lutter contre les antivaleurs telles que l'insécurité,



Le coordonnateur général de la Cojecop, Michael Dandu Mondonga

la corruption, le tribalisme, le banditisme des jeunes...

Tout en faisant le choix de la stabilité politique, la Cojecop, a fait savoir son coordonnateur général, soutient l'organisation des élections dans un climat apaisé. Aussi, ce mouvement citoyen «s'engage à sensibiliser les jeunes aux enjeux électoraux, parce que les jeunes doivent être acteurs pour les bonnes élections apaisées en tant qu'électeurs, mais aussi en tant que candidats». Les bonnes élections,

argumente Michael Dandu, ne sont possibles que dans un climat de paix que jusqu'alors s'emploie à maintenir l'autorité morale de la Cojecop, le président Joseph Kabila.

Justifiant son choix d'accompagner le chef de l'Etat dans la voie de l'émergence du pays, Michael Dandu souligne qu'il ne s'agit pas d'une démarche politicienne mais simple de l'expression d'une jeunesse disposée à soutenir son action dont le bilan, selon lui, est largement positif.

Aline Nzuzi

OBSÈQUES DE ROSSY MUKENDI

Une seconde autopsie retarde la levée de corps

La dépouille continue d'être gardée au frais, à la morgue de l'hôpital général de référence de Kinshasa.

Annoncée initialement pour ce 15 mars, la levée de corps de Rossy Mukendi est reportée à une date ultérieure. Ce qui remet à plus tard, sans aucune précision sur la date, les obsèques de cet activiste des droits de l'homme, au grand dam de ses proches. Dans la commune de Lemba où le défunt a évolué, c'est un peu la consternation. L'attente se fait longue. Après la messe de suffrage du 6 mars organisée par les mouvements citoyens en hommage à l'un des leurs abattu le 25 février dernier

par un élément de la police à la suite d'une marche initiée par les laïcs catholiques, d'aucuns ont cru que les choses pouvaient aller très vite. Que non ! On en est encore à tergiverser sur la question d'autopsie.

Après une première, l'auditorat militaire de garnison de Matete exige une seconde autopsie annoncée auparavant pour le 13 mars. C'est ce dernier développement qui, à en croire des sources, aurait milité pour le report des obsèques de Rossy Mukendi. Des obsèques qui, sauf imprévu, pourraient être organisées à la foire internationale de Kinshasa, selon le vœu exprimé par la famille. Au vu de la tension politique grandissante et per-

sistante de ces dernières heures, il y a fort à craindre d'éventuels débordements lors des funérailles de cet activiste des droits de l'homme. Ce qui devrait impliquer la prise urgente des mesures de sécurité afin de prévenir tout désagrément.

Autre élément pouvant justifier le report de la levée de corps de la morgue ce 15 mars, c'est sans doute la coïncidence avec l'ouverture, le même jour, de la session parlementaire ordinaire de mars. Un fait politique de grande importance qui pourrait être oublié par le fracas qu'occasionnerait la sortie tintamarresque du corps de Rossy. Prudence oblige.

Alain Diasso

ADIAC

Le courrier de Kinshasa, une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni MAssela
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Comptabilité et administration : Lino-Lukombo

Caisse : Blandine Kalonji

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, Avenue du port, immeuble Forescom, 1er niveau, commune de la Gombe - Kinshasa / RDC
Tél. (+243) 015 166 200

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerprat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Durly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,

Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngonzo

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sالا

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

INTENTIONS DE VOTE À LA PRÉSIDENTIELLE 2018

Félix Tshisekedi et Adolphe Muzito en tête de sondage

La fin du premier trimestre 2018 est dominée par un intérêt de plus en plus croissant des états-majors des partis politiques vis-à-vis du calendrier électoral.

Les uns et les autres prennent conscience des enjeux électoraux à plus ou moins trois mois de la convocation de l'électorat alors que la Céni s'apprête à lancer à grande échelle la campagne de sensibilisation de la population à la machine à voter, laquelle fait objet des critiques dans certains milieux politique et au sein de la société civile proche de l'opposition. Cette période est également marquée par des alliances contre nature tant dans l'opposition que dans la majorité, sans prise en compte du vrai poids politique de chacun dans sa base électorale. Le temps semble propice à une enquête par sondage pour récolter les premières intentions de vote au cas où la présidentielle aurait eu lieu le 11 mars 2018. C'est ce à quoi s'est livré l'institut «Les Points», qui vient de publier son dernier sondage réalisé du 9 au 10 mars, dans les vingt-six chefs-lieux de la RDC.

Le travail a recouru à la méthode de quotas, autour d'un échantillon de mille enquêtés, représentatifs des couches sociales et politiques de la République, répartis en provinces selon le nombre de personnes enrôlées à la Commission électorale nationale indépendante (Céni) (voir fiche technique). Il en ressort les renseignements suivants :

Un taux d'abstention élevé

Au 10 mars 2018, les provinces de Tanganyika et du Haut Lomami battent le record des abstentions (80%), suivis du Haut Uélé et de la Lualaba (75%) alors que la Lomami, le Bas-Uélé, le Sankuru, l'Ituri...ne font pas exception (voir graphique 1). Cela se justifie par le fait que les éventuels candidats à la présidentielle de 2018 ne disposent pas de bases élec-

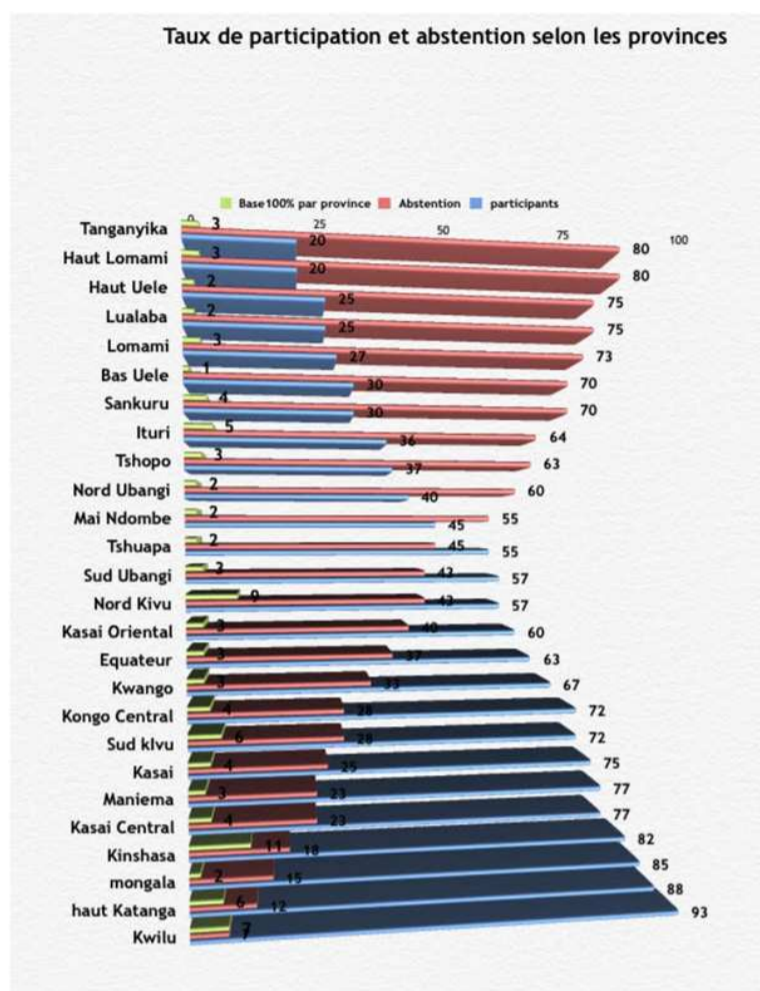
torales potentielles dans ces provinces. Toutefois, des alliances faites sur mesure avec les leaders de la société civile peuvent s'avérer fructueuses dans ces provinces.

Dans la seconde catégorie constituée des provinces à faible taux d'abstention se trouvent le Kwilu 7%; le Haut Katanga 12%; la Mongala 15%; Kinshasa 18%; Kasai central 23%; Maniema 23%... Ces provinces semblent acquises à la cause des leaders politiques qui y disposent d'un électoral potentiel. La possibilité d'une probable amélioration des cotes y est fortement réduite, dans la mesure où il n'est pas facile de détourner un électoral potentiel. Toutefois, avec un taux d'abstention de 39%, rien n'est encore acquis pour tous les supposés candidats. D'où la nécessité des alliances.

Tshisekedi premier, Muzito deuxième

La Constitution donne la chance à chaque citoyen de postuler à la magistrature suprême et nombreux sont ceux qui se lancent à l'aventure, les uns s'appuyant sur une base électorale certaine, des structures politiques ayant de l'ancre sur le terrain et les finances bien garnies, d'autres juste pour rire. Dans ce deuxième lot, on enregistre les candidats qui se sont lancés précocement dans la pré-campagne pour la course à la présidentielle, bien avant la publication du calendrier électoral par la Céni. C'est le cas de Noël Tshiany de Force du changement, une plateforme qui passe inaperçue dans l'opinion congolaise ; du Dr Mukwege dont l'ombre est réduite à son Mpangi natal avec 0,8% et Freddy Matungulu 0,5%.

Au bas de l'échelle, on retrouve Olivier Kamitatu, le chargé de la communication de Moïse Katumbi, qui peine à réaliser 0,8%. Incapable de s'exprimer dans sa langue maternelle, l'homme passe indifférent dans les rues de



Taux de participation et abstention selon les provinces

son fief électoral. Quant à Sindika Dokolo, l'homme du « Debout Congolais », il s'est trop vite essoufflé et trouve sa place au soleil avec 0,4% malgré ses nombreux bruits dans les réseaux sociaux... En classement décroissant, Félix Tshisekedi arrive en première position avec 16,3%. A son actif, l'héritage d'un parti très implanté sur le territoire national. Comparativement à l'élection présidentielle de 2011 où Etienne Tshisekedi (son père) et alliés avaient réussi à glaner 32,33 %, Félix Tshisekedi et alliés enregistrent une perte de 50% qui se justifie par le poids politique du défunt Sphinx de Limete, poids non encore atteint par son fils. Aussi, les dissidences, notamment celle de Bruno Tshibala (0,1% dans ces intentions de vote), n'ont pas bousculé le parti. L'évidence est que l'alliance avec Moïse Katumbi n'a pas connu l'adhésion d'un bon nombre des combattants de l'UDPS. À la deuxième marche, Adolph Muzito crée une surprise avec 10,4%. Ce haut cadre du Palu a fait parler de lui depuis plusieurs années avec ses tribunes très appréciées dans les milieux académiques et intellectuels. Sa dernière tournée dans le grand Bandundu et le Kasai, pour palper du doigt les réalités du Congo profond, a produit des effets très positifs pour son leadership politique. Député national, il est venu au secours de la population du Kwilu et Kenge dont il a été le porte-parole dans l'affaire des vaches au moment où tous les politiciens du coin se réservaient d'aborder ce dos-

sier « sensible ». A en croire les sondés, son message est proche de la population.

Classé troisième, Moïse Katumbi réalise 9,7% d'intentions de vote. Il est très contesté par les combattants « de souche » qui le considèrent comme un cheveu dans la soupe. Dans le grand Katanga, son ancienne province d'origine, la population de Lualaba ne lui pardonne pas le fait d'avoir puisé ses minerais et d'avoir laissé la province dans une pauvreté aiguë. Il enregistre la forte cote de 50% dans la ville de Lubumbashi parmi les nombreux supporters du Tout-Puissant Mazembe, généralement les jeunes badauds... Sans aucune formation politique de base qui lui est acquise d'office, l'homme se lance dans des alliances dites « éléphants blancs », comme en 2006 où Pierre Pay Pay, pourtant bien coté dans l'opinion, avait été floué pendant la période de la campagne électorale par les mêmes personnes qui sont aujourd'hui derrière Moïse Katumbi.

Bien qu'absent de Kinshasa depuis longtemps, Jean-Pierre Bemba fait 6,1% et perd plus de 35% d'intentions de vote par rapport aux élections de 2006. Ce qui est logique au regard de son incarcération prolongée à la Haye. Cependant, il se place devant Vital Kamerhe, pourtant permanent et présent dans tous les rendez-vous politiques au pays. En bon acrobate politique, le chef de l'UNC, Vital Kamerhe, a compris que plus personne ne veut d'une alliance avec le « Judas ». D'où

l'idée du soutien à la candidature unique afin de ne pas disparaître politiquement après l'élection de 2018. Mis en ballotage par Bahati Lukwebo dans le Sud Kivu (côtes relatives, 38% contre 12% dans le Sud Kivu), il réalise 4,1% d'intentions dans l'ensemble et connaît une chute de 3,64% comparativement à l'élection présidentielle de 2011.

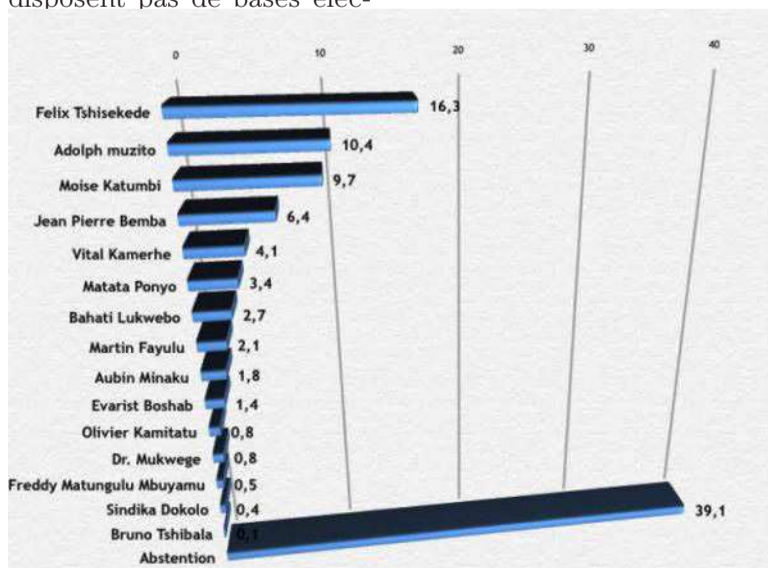
Matata Ponyo, le joker de la MP

Premier à sortir la tête pour le compte de la majorité présidentielle (MP), Matata Ponyo Mapon, malgré la controverse suscitée autour de sa thèse. L'homme de la croissance économique n'a pas convaincu les Congolais. Classé sixième au hit parade avec 3,4%, il réalise sa forte cote dans son Maniema natal où ses actions ont un impact visible et durable. Malgré ses 60% dans sa province, Matata Ponyo a une tâche ardue face à ses frères du Maniema, difficiles à convaincre (Kwetu Maniema akutokeboyi) pour ainsi dire qu'il n'y a pas des serviteurs qui doivent recevoir des ordres. Le terrain risque d'être compliqué pour l'homme qui a énormément investi dans sa province. Son électoral s'arrête dans sa province car il passe inaperçu ailleurs. Bahati Lukwebo, l'électron libre de la MP, parfois difficile à gérer, selon ses camarades, relève la tête avec le réseau de son parti et stationne à 2,7%.

Une deuxième surprise dans ce rapport est Martin Fayulu dont les vociférations ont payé face aux autres membres de l'opposition. Selon les enquêtés qui lui font confiance, Martin Fayulu rassure. Même s'il n'est pas de l'école d'Etienne Tshisekedi, il est néanmoins sur ses traces. « Des opposants pareils sont rares en RDC. », a confié un enquêté. Arrivé en huitième position avec 2,1%, Martin Fayulu précède Aubin Minaku avec qui ils vont se disputer l'électorat dans le grand Bandundu. Le speaker de la chambre basse du parlement, faible au niveau national, réalise 1,8% d'intentions de vote.

Malgré les alliances contre-nature conclues ces derniers jours, il est hasardeux de procéder à la sommation des cotes des candidats appartenant à un camp politique pour lui attribuer les intentions de vote globales. Il est à noter que les intentions de votes ne sont pas prédictives absolues des résultats des urnes. Ce sont des instantanés qui fournissent des indicateurs pouvant aider les candidats à orienter leurs stratégies pour gagner aux élections.

Alain Diasso



Intentions de vote à la présidentielle de 2018

MONGALA

Caritas appuie des ménages engagés dans la lutte contre les catastrophes

Six cents familles vulnérables de la ville de Bumba viennent d'être aidées en moyens d'existence et de production pour la diversification de leurs sources d'alimentation et de revenus.

Le 10 mars, deux cents ménages ciblés du site d'Ebona (localité située à environ 9 km de Bumba), dans la province de la Mongala, ont reçu des intrants agricoles et de pêche au couvent des Frères de la paroisse Saint-Joseph, à raison de cent cinquante pour les agriculteurs et cinquante pour les pêcheurs. L'activité cadre avec le Résultat 3 du Programme d'appui à la résilience des communautés vulnérables aux risques de catastrophes, financé par le gouvernement belge /DGD, à travers la Caritas International Belgique. La cérémonie a été rehaussée de la présence du chef du Groupement Bopoto/Ebona et de Juliette Maquart (responsable des programmes de la CI.be), en mission de supervision dans la pro-

vince. En fait, ce projet de deux ans se déroule dans la province de la Mongala, plus spécifiquement dans les territoires de Lisala et de Bumba.

Prenant la parole à cette occasion, l'abbé Bienvenu Mombenga, superviseur dudit programme au sein de la Caritas Lisala, a noté que cette distribution fait suite à celle organisée deux jours plus tôt dans les trois autres sites de Lisala (Lisala-Mokaria, Konga, Umangi). Les mêmes distributions ont eu lieu dans les quatre sites de Lolo (Lolo, Lundu, Loloka et Ekama), faisant un total de deux mille ménages pour les dix sites du projet, dans la province de la Mongala.

Ainsi, trois sites étaient concernés à Bumba : Molua, Nzongo et Ebona, avec deux cents ménages bénéficiaires chacun. Il est question de diversifier et de protéger les sources d'alimentation et de revenus des ménages accompagnés contre les aléas climatiques, grâce à l'adaptation du



Juliette Maquart remettant un kit agricole à un chef de ménage bénéficiaire

système d'exploitation agricole et de pêche. Ce qui a fait dire à la responsable de programmes de la Caritas International Belgique, Juliette Maquart, que « la distribution d'aujourd'hui n'est pas à inscrire dans le contexte

d'une aide humanitaire. Il s'agit plutôt d'un projet de développement ».

Ce projet a consacré une bonne partie de sa première année à former des personnes ressources dans chacun des sites ainsi que

les équipes de mise en œuvre du programme, à la gestion communautaire des risques de catastrophes et les moyens de lutte, appelés actions de petites envelopures.

Aline NZuzi

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



MINES

Samsung veut sécuriser son approvisionnement en cobalt en RDC

La filiale du plus grand fabricant de smartphones au monde négocie un accord pluriannuel pour acheter le minéral auprès de la Société minière du Katanga (Somika), principalement celui produit dans sa mine de Kisanfu, indique l'agence Bloomberg.



Du cobalt brut

Les négociations seraient en cours entre les deux parties, car Samsung doit effectuer des tests sur les coûts d'expédition et les utilisateurs potentiels. Le président de Somika, Chetan Chug, cité par Bloomberg, a confirmé les discussions avec Samsung C & T Corporation, mais n'a pas souhaité s'étendre davantage sur le sujet car aucun accord n'a encore été trouvé. L'entreprise minière a été approchée pour des discussions par des fabricants chinois et coréens de produits utilisant du cobalt. Selon l'agence Bloomberg, Samsung C & T Corporation a acheté du cuivre à la Somika au cours de ces quatre dernières années. Les pourparlers entre la Somika et C & T, la branche commerciale du plus grand groupe d'affaires

sud-coréen et filiale de Samsung Electronics, montrent que le conglomérat souhaite capitaliser sur une demande en pleine expansion après que les prix du cobalt ont plus que triplé depuis début 2016, atteignant désormais 82 000 dollars américains la tonne. Le cobalt est un minéral essentiel à la fabrication des batteries rechargeables au lithium-ion utilisées dans la technologie moderne. La fabrication d'une batterie de smartphone nécessite environ 8 g de cobalt raffiné tandis que celle d'une batterie d'un véhicule électrique en nécessite plus de mille fois plus. Les deux tiers de l'ap-

provisionnement mondial en cobalt proviennent de la RDC. À travers cette démarche, Samsung rejoint ainsi Apple ainsi que d'autres constructeurs, notamment ceux des voitures électriques, dans la course mondiale pour sécuriser les approvisionnements en cobalt. En effet, le mois passé, Apple a décidé de se rapprocher des sociétés minières, pour acquérir plusieurs milliers de tonnes de cobalt sur les cinq prochaines années. Cette démarche intervient au moment où les énormes besoins de l'industrie automobile pour les voitures électriques font flamber la demande et les prix.

Patrick Ndongidi

VIOLENCES EN ITURI

Les humanitaires redoutent une crise alimentaire aiguë

Au marché central de Bunia, les effets des violences dans le territoire de Djugu, considéré comme le grenier de la province, commencent déjà à se ressentir.

La situation en Ituri n'a pas beaucoup évolué. Contrairement aux allégations des autorités de la province évoquant une maîtrise de la situation, les nouvelles en provenance de ce coin du pays ne sont guère rassurantes. Ce qui est présenté, à tort ou à raison, comme le fait d'un conflit intercommunautaire entre les agriculteurs Lendu et les éleveurs Hema a atteint aujourd'hui des cimes inespérées avec, à la clé, de nombreuses victimes d'une violence sans nom. Une centaine de morts, plus de deux mille cases incendiées et des déplacements de la population. Le bilan dressé le 14 mars par le vice-gouverneur de la province, Pacifique Keta, traduit la hauteur du cynisme et de la barbarie qui a cours dans cette entité nationale. L'autorité de l'Etat peine à se mettre en valeur en Ituri livré à la merci des hors-la-loi.

Des humanitaires s'inquiètent déjà et préviennent sur le risque d'une grave crise alimentaire pouvant causer de nouvelles

victimes. Le territoire de Djugu, grenier de la province, a du mal à assumer son statut du fait de la récurrence des violences qui ont détruit de nombreuses plantations. A en croire l'inspecteur provincial de l'agriculture pour la province de l'Ituri, la situation est d'autant plus grave que la saison agricole B de l'année 2017 avait connu un échec avec la prolongation de la saison sèche. Les agriculteurs de Djugu espéraient se rattraper en ce mois de mars, mais ce ne sera pas possible, a-t-il dit. Il plaide pour l'arrêt de la violence dans cette province afin de permettre à la population déplacée de rentrer dans les lieux d'origine et de renouer avec les activités agricoles.

Par ailleurs, plusieurs langues n'admettent pas la version d'un conflit communautaire et pensent qu'en arrière-fond, il y a le spectre d'instrumentalisation de la violence qui plane sur l'Ituri tout en dénonçant le manque de réaction des autorités et notamment de la justice. Pour l'évêque du diocèse de Bunia, Mgr Dieudonné Uringi, le conflit entre Hema et Lendu en Ituri est une instrumentalisation et une manipulation dont les tireurs des ficelles sont tapis dans l'ombre.

Alain Diasso

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

La relance viendra une fois encore des mines

Après le coup de froid entre le gouvernement central et les miniers sur l'épineuse question de la révision du Code minier de 2002, la Banque centrale du Congo (BCC) affirme que le raffermissement des prix des produits de base et les réformes structurelles vont impacter considérablement l'économie congolaise au courant de cette année. Si la tendance ne se modifie pas dans les prochains mois, la croissance de la production intérieure va s'accroître en 2018 et 2019, passant respectivement de 4,4 % à 4,7 %.

La RDC compte s'appuyer sur ses mines pour déverrouiller son potentiel de croissance. Le vent est en train de tourner pour le pays qui tient à passer à la vitesse supérieure après avoir imposé une révision du Code de 2002 aux opérateurs miniers. Certes, la porte des discussions reste ouverte mais rien ne permettrait d'envisager une remise en question des dispositions de la nouvelle loi promulguée par le président Joseph Kabila. Selon la BCC, il est prévu effectivement une hausse d'un point de la croissance de la production intérieure brute réelle. Mais il faut déjà arriver à maintenir un certain niveau de vigueur des exportations minières, explique en substance la BCC. Cette situation vient confirmer les dernières inquiétudes exprimées par le secteur privé, qui s'alarmait déjà de la trop forte dépendance au secteur primaire. En théorie, rien ne devrait changer au cours des deux prochaines années. Le pays va continuer à tirer sa croissance du dynamisme attendu dans

l'industrie extractive. Dès lors, le Comité permanent de cadrage macro-économique a commencé à anticiper la hausse de la production du cuivre et du cobalt. En effet, les deux minerais, il faut le rappeler, représentent plus de 90 % des exportations minières de la RDC. La BCC opte pour une croissance de la production du cuivre de l'ordre 1,265 million de tonnes en 2018. Il faut s'attendre également à un pic de 1,363 tonne en 2019. Même écho du côté du cobalt, sa production devrait passer à 108 715 tonnes en 2019 contre 107 833 en 2018. Par ailleurs, l'autre attente de la BCC concerne les réformes engagées depuis les années 2001. Il est important de signaler la volonté du pays de se hisser à la cinquième place des pays les plus attractifs du continent africain. Des codes ont pu être introduits dans divers secteurs de l'activité économique, dont les investissements, le travail, les mines et la foresterie. Un secteur aussi stratégique que celui de l'assurance est désormais ouvert au public, et le mi-

nistère des Finances a chargé l'actuelle Autorité de régulation d'accélérer la mise en œuvre de cette réforme. Avec la promulgation prochaine de la loi sur le partenariat public-privé, il sera possible de promouvoir certaines alliances productives pour l'économie du pays. Plusieurs secteurs sont en quête d'investissements privés, notamment les infrastructures, les banques et assurances, les institutions de micro-finance, le tourisme, les nouvelles technologies, l'énergie électrique, l'agro-industrie, la foresterie, les hydrocarbures et les mines. Ces secteurs, du reste porteurs, pourront accélérer le processus de diversification de l'économie congolaise. En 2016, des secteurs comme le commerce (gros et détail) et les industries manufacturières ont connu les plus fortes croissances sectorielles. Si la RDC ne peut se tourner, pour l'heure en tout cas, que vers ses mines pour booster sa croissance économique, d'autres pays de la région dont la Côte d'Ivoire, la Tanzanie et l'Éthiopie, des pays a priori non miniers, réaliseront des croissances supérieures grâce à la solidité de leur cadre macro-économique et à la réglementation favorable aux activités commerciales et exportations diversifiées. Des exemples qui inspirent forcément.

Laurent Essolomwa



LE COURRIER DE KINSHASA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

BON PLAN!

RECRUTEMENT



Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent

FILLES JEUNES ET DYNAMIQUES

rejoignez notre équipe marketing

+243.856.43.6723

immeuble ex FORESCOM, 1er niveau
Avenue des Douanes n°4
Kinshasa, Gombe - RDC

LIBYE

Les garde-côtes sauvent 119 clandestins en mer

Les garde-côtes libyens ont sauvé mardi cent dix-neuf clandestins lors de deux opérations menées au large des côtes occidentales du pays, a annoncé, à Xinhua, un porte-parole de la Marine, Ayoub Kassem.

Au cours de la première opération, menée au large d'Abou Kamach, près de la Tunisie, ils ont porté secours à quatre-vingt-dix-huit personnes qui se trouvaient sur un bateau pneumatique en panne et sur le point de sombrer. La deuxième opération, qui a eu lieu au large de Sabratha (à 75 km à l'ouest de Tripoli), a permis de sauver vingt-et-un clandestins, dont des Bangladais et des Egyp-

tiens. Tous ont été transférés dans un centre d'accueil à Tajoura, près de Tripoli.

Depuis le début du mois de mars, les garde-côtes libyens ont sauvé plus de six cents clandestins, selon le service de lutte contre l'immigration illégale. La Libye est devenue le point de départ privilégié de ceux qui cherchent à se rendre en Europe en traversant la Méditerranée, profitant de l'instabilité qui frappe ce pays d'Afrique du Nord.

L'amélioration des conditions météorologiques en mer a poussé un nombre croissant d'entre eux à quitter la Libye vers l'Europe, notamment depuis les côtes occidentales du pays.

LONDRES

Décès de l'astrophysicien Stephen Hawking à l'âge de 76 ans



Le célèbre astrophysicien britannique, Stephen Hawking, est décédé à l'âge de 76 ans, a annoncé mercredi un porte-parole de la famille, qui a précisé que le professeur était mort paisiblement dans son sommeil à son domicile de Cambridge.

Figure légendaire du monde scientifique, Hawking avait signé plusieurs best-sellers, dont «Une brève histoire du temps», bien que cloué dans une chaise roulante depuis des années en raison de la maladie de Charcot contractée en 1963.

TUNISIE

Huit millions de touristes attendus en 2018

Le nombre de touristes prévus en Tunisie pour l'année 2018 pourrait franchir la barre de 8 millions, a annoncé mercredi à Tunis la ministre tunisienne du Tourisme, Salma Elloumi.

«Cette allure optimiste s'explique par des indicateurs probants du secteur en plus du rythme accéléré enregistré récemment en matière de réservations dans les différents établissements hôteliers, outre la récupération de certains marchés traditionnels et la conquête de nouveaux marchés de poids tels que la Russie et la Chine», a déclaré Salma Elloumi en marge d'un forum organisé par l'Office national du tourisme tunisien.

Les prémices d'une reprise du secteur touristique en début de cette année, a poursuivi la ministre tunisienne, s'expliquent également par

le rendement exceptionnel du tourisme intérieur, qui détient 30% de l'ensemble des nuitées touristiques lors de la saison écoulée en 2017.

«La saison touristique écoulée a été réussie, notamment avec une croissance de 17% au titre de recettes touristiques (par rapport à la saison de 2016) outre une croissance de 23% en matière de nombre de touristes soit 7 millions.», a précisé Salma Elloumi.

Evoquant la reprise de la coopération avec certains tours opérateurs de renommée mondiale, la ministre tunisienne a insisté qu'une série de conventions ont été conclues à moyen et long termes dans le respect total du principe gagnant-gagnant. «Ces coopérations ambitionnent de bien promouvoir la destination tunisienne et mettre en valeur les spécificités de son produit.», a-t-elle espéré.

Xinhua

ALGÉRIE

2 317 cas de rougeole enregistrés depuis le 25 janvier

Le directeur de la prévention au ministère algérien de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, Djamel Fourar, a révélé lundi à Alger qu'un total de 2 317 cas de rougeole ont été recensés depuis le 25 janvier dernier dans treize wilayas (provinces) sur un total de quarante-huit que compte le pays et entraînant la mort de cinq personnes.

«Au 11 mars, en fin de journée, la situation épidémiologique de la rougeole au niveau national fait ressortir 2 317 cas recensés dans treize wilayas (provinces), dont 1 047 à El-Oued et 797 à Ouargla (sud-est du pays)», a précisé le responsable du département de la Santé, cité par l'agence officielle APS.

Pour pallier la situation, Djamel Fourar a fait savoir que dans les deux provinces les plus touchées, les missions médicales dépêchées sur les lieux ont vacciné 112 000 personnes à El-Oued et 68 000 autres à

Ouargla, rassurant que «la plupart des cas recensés sont des formes communes ne nécessitant pas une hospitalisation». Le directeur de la prévention a imputé l'apparition de cette épidémie aux perturbations ayant caractérisé la campagne de vaccination contre la rougeole, en mars 2017, en raison de «la réticence» des parents à s'y soumettre.

Après l'échec de cette campagne, le ministère a organisé une campagne de rattrapage entre le 25 décembre 2017 et le 7 janvier 2018 au niveau des établissements scolaires, mais elle n'a réalisé que 40% de son objectif, selon les chiffres officiels.

En réalité, des parents ont fiché une réticence à vacciner leurs enfants contre la rougeole et autres épidémies affectant généralement des sujets à bas âge depuis fin 2016.

Pour rappel, le 10 octobre 2016, le ministère de la Santé avait re-

tiré des hôpitaux et cliniques du pays, un nouveau vaccin pentavalent suspecté dans la mort, trois mois plus tôt, de trois enfants dans la région d'Alger.

Sous la pression des parents refusant que leurs enfants soient vaccinés, les autorités sanitaires du pays ont dû suspendre le nouveau calendrier de vaccination et retourner à l'ancien. Une mesure qui n'a pas pour autant rassuré les parents.

La rougeole est une maladie virale et «hautement contagieuse» qui atteint essentiellement les enfants à partir de 5-6 mois. Se manifestant à travers des éruptions cutanées, la rougeole peut s'avérer mortelle, surtout en l'absence de vaccination.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, 12,9 millions de nourrissons, soit un sur 10, n'ont été vaccinés contre aucune maladie en 2016, ce qui a engendré, pour le cas de la rougeole, 89 000 décès.

Xinhua

INSTITUT
FRANÇAIS
DU CONGO

Appel à candidatures

Que vous soyez
FANS ou SOSIES
de STARS !

Dans le cadre de la journée de **lutte contre les faux médicaments**, l'IFC recherche des sosies et fans de stars (animateur, chanteur, danseur etc.) afin de reproduire sur scène la campagne **"méfiez-vous des faux artistes comme des faux médicaments"**.

Casting le **vendredi 16 mars à partir de 9 h00**.

En présence de **Juliette Fievet**, journaliste à RFI (Couleurs tropicales)

Renseignements au bureau de la communication.



fondation Chirac

AGIR AU SERVICE DE LA PAIX

DIASPORA

Une Congolaise nommée juge au tribunal du Bronx à New York

Par réseaux sociaux, notre rédaction a appris que Christel Fleur Garland née Matala De Mazza, native de Kiev et résidente aux Etats-Unis, gravit une à une, les marches de la juridiction américaine

Avocate de profession, Christel Fleur Garland est installée aux Etats-Unis depuis 1997. Elle a été nommée juge au tribunal du Bronx, le 8 mars. C'est un parcours digne des récits de réussite à l'américaine. Cette avocate est née d'un père congolais et d'une mère ukrainienne, le 1^{er} juin 1981, à Kiev. Elle est ensuite rentrée au Congo avec ses parents et a effectué sa scolarité à Brazzaville jusqu'en classe de seconde, au lycée Jean-Biyoudi.

La suite ? C'est dans la ville de New York où elle obtient le diplôme de droit du John Jay College of criminal. En juin 2010, elle est admise au barreau de New York, New Jersey et Washington DC en tant qu'avocate.

Un an après, en 2011, elle intègre l'équipe du juge Shirley Gonzales au New York City



Christel Fleur Garland nommée juge au Tribunal du Bronx aux Etats-Unis (DR)

Civil Court en qualité de juge assistante.

Un parcours parsemé d'em-

bûches. Mais mené à son terme, grâce à « une volonté farouche capable de

repousser les limites et de refuser la médiocrité », des qualités reçues de son

père, affirme-t-elle. « Aujourd'hui, à 36 ans, le 12 mars dernier, j'ai pris mes fonctions en qualité de juge en ayant une pensée émue pour lui », témoigne-t-elle. Pour mémoire, la Cour suprême du Bronx, à New York, avec le juge Douglas

« ...À 36 ans, le 12 mars dernier, j'ai pris mes fonctions en qualité de juge... »

McKeon, est le tribunal qui avait jugé l'affaire la plus retentissante en France, le 28 mars 2012 : la première audience dans le cadre de la plainte civile déposée par Nafissatou Diallo, femme de chambre guinéenne, contre Dominique Strauss-Kahn, à l'époque, directeur du Fonds monétaire international, le 8 août 2011 pour « agression violente et sadique ». La Guinéenne était défendue par Kenneth Thompson, depuis, décédé le 9 octobre 2016, à New York.

Marie Alfred Ngoma



AVIS D'APPEL D'OFFRES AFRO/008/2018

SELECTION DES ENTREPRISES POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX
 LOT N°1 : AMENAGEMENT D'UN ESPACE VIP Y COMPRIS AMEUBLEMENT TOILETTES ET COULOIR D'ACCES.
 ET
 LOT N°2 : REHABILITATION DE LA FACADE AU DESSUS DE L'AUVENT DU BATIMENT PRINCIPAL
 DU BUREAU REGIONAL DE L'OMS POUR L'AFRIQUE

Le Bureau Régional de l'Organisation Mondiale de la Santé pour l'Afrique (OMS/AFRO) désire engager une entreprise qui sera chargée de l'exécution des travaux d'aménagement d'un espace VIP y compris ameublement toilettes et couloir d'accès (Lot n°1) et de réhabilitation de la façade au-dessus de l'auvent du bâtiment principal (Lot n°2) du bureau Régional de l'OMS pour l'Afrique.

En effet, Le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique (OMS/AFRO) qui est basé à Brazzaville, République du Congo vient de mettre en œuvre le projet de rénovation de salle de conférence n°1 pour permettre à celle-ci de répondre désormais aux normes internationales et de la doter des équipements de très haute technologie, c'est ainsi que les espaces attenants à cette salle tels que, les toilettes, le hall d'entrée, l'auvent et le couloir doivent également être rénovés afin de les mettre au même standing que la salle de conférence n°1

Pour parachever cette vision, le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique se propose de procéder à l'aménagement d'un espace VIP dans le magasin de la salle de conférence n°1 et à la réhabilitation de la façade située au-dessus de l'auvent du bâtiment principal.

C'est à ce titre que l'OMS lance le présent avis d'appel d'offres pour, la sélection des entreprises chargées de l'exécution des travaux de :

Lot n°1 : Aménagement d'un espace VIP y compris ameublement, toilettes et couloir d'accès,

Lot n°2 : Réhabilitation de la façade au-dessus de l'auvent du bâtiment principal du bureau régional

de l'OMS, à Brazzaville, République du Congo.

Tous les détails relatifs à l'exécution des travaux sont consignés dans le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) notamment dans le Cahier des clauses et prescriptions techniques particulières (CCPTP) élaboré à cet effet.

Les entreprises intéressées sont invitées à retirer le dossier d'appel d'offre comprenant les documents-annexes listés ci-dessous jusqu'au 14 mars 2018, entre 9H et 13H, auprès du Bureau N° 23 à « L'Estate, Bureau régional pour l'Afrique de l'OMS, cité du Djoué » :

ANNEXE No1: TDRs SALLE VIP ET FACADE
 ANNEXE No2: CPT TRAVAUX D'AVENANT
 ANNEXE No3: DEVIS QUANTITATIF
 ANNEXE No4: DEVIS MUR RIDEAU

Chaque offre devra comporter trois (3) volets :

•Le volet administratif qui comprendra les copies des documents à fournir par chaque société soumissionnaire, à savoir :

-une copie de l'extrait du Registre du commerce ;
 -une copie de la pièce d'immatriculation aux impôts (NIU) ;
 -une copie de la patente de l'année en cours ;
 -une copie de l'attestation de non faillite
 -une copie de l'attestation de moralité fiscale.
 -Une copie d'identité bancaire.

•Le volet technique sera composé des éléments suivants :

-l'expérience professionnelle ;
 -les qualifications du personnel clé (avec CVs) ;
 -les références des travaux similaires déjà réalisés ;

-la liste du matériel à mobiliser ;
 -la méthodologie à mettre en œuvre.

•Le volet financier devra comporter les prix hors taxes des prestations et être présenté en suivant le CADRE DU DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF DES TRAVAUX.

La soumission présentée sous plis fermé en deux exemplaires dont un original devra comprendre l'offre administrative et technique d'une part, et l'offre financière d'autre part.

LES ENVELOPPES CONTENANT CES DEUX OFFRES (LOT N°1 ET LOT N°2) SERONT FERMEES SEPAREMENT et devra porter la mention

«SELECTION DES ENTREPRISES POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UN ESPACE VIP Y COMPRIS AMEUBLEMENT TOILETTES ET COULOIR D'ACCES DU BUREAU REGIONAL DE L'OMS POUR L'AFRIQUE (LOT N°1, AFRO/008/2018).

ET
 « SELECTION DES ENTREPRISES POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA FACADE AU DESSUS DE L'AUVENT DU BATIMENT PRINCIPAL DU BUREAU REGIONAL DE L'OMS POUR L'AFRIQUE (LOT N°2, AFRO/008/2018) ».

L'enveloppe devra être déposée au plus tard le 22 Mars 2018 à l'adresse suivante :

Organisation Mondiale de la santé

Bureau Régional pour l'Afrique
 BP 6
 Bureau de GMC N° 129 (1er étage)
 Cité du Djoué
 Brazzaville - Congo

Un reçu de dépôt d'enveloppe scellée sera délivré par le Secrétariat de l'Administration générale.

Une visite collective des lieux sera organisée le Lundi 19 mars 2018 à 10H avec comme programme :
 •10H00 à 10H15 : séance de briefing ;
 •10H15 à 10H30 : visite de reconnaissance des lieux et ;
 •10H30 à 11H45 : séance de questions/ réponses.

Notes bien :

Les soumissions groupées lot 1 et lot 2 ainsi que les soumissions par voie électronique seront rejetées. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées ; La soumission des documents administratifs est obligatoire pour chaque lot. Les volets technique et financier seront évalués respectivement avec des poids de 70% et 30% de l'évaluation globale.

Lors de la visite des lieux à l'OMS/AFRO, se munir d'une clé USB neuve afin de récupérer le dossier complet de l'appel d'offres. Toute demande de renseignements complémentaires doit être soumise à l'adresse électronique suivante : afragoafro@who.int

Le Bureau Régional de l'Afrique de l'OMS.

DIPLOMATIE AMÉRICAINE

Rex Tillerson fait les frais de ses désaccords avec Donald Trump

À peine rentré d'une tournée africaine, le secrétaire d'Etat américain a été limogé, le 13 mars, par le président américain qui l'a aussitôt remplacé par le directeur de la CIA, Mike Pompeo.

Rex Tillerson, secrétaire d'Etat depuis janvier 2017, rentrait d'une longue tournée africaine lorsqu'il a appris la nouvelle de son limogeage. Ce remaniement, le plus spectaculaire depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, a été annoncé par le chef de la Maison-Blanche lui-même sur Twitter. Cette fois, c'est un poids lourd de son administration qui

tations à tous ! », a écrit le président américain.

Son départ n'est pas une surprise en raison des désaccords entre les deux hommes, qui ont culminé l'an dernier après des révélations selon lesquelles Rex Tillerson aurait qualifié Donald Trump de « crétin » pendant une réunion au département d'Etat, en présence des membres de l'adminis-

En effet, Rex Tillerson vient de rejoindre une longue liste de collaborateurs ayant quitté leurs fonctions, plus ou moins forcés, depuis l'entrée du président américain, Donald Trump, à la Maison-Blanche.

Depuis sa prise de fonction, près de vingt conseillers, secrétaires d'Etat ou très proches de Donald Trump ont démissionné, sont partis sous la contrainte ou en désaccord avec les orientations du 45e président des Etats-Unis. Avant Tillerson, d'autres figures emblématiques avaient déjà fait leurs valises : le directeur du FBI, le conseiller économique, le fameux Steve Bannon, ou le conseiller à la sécurité nationale, Michael Flynn, mi-février ; Reince Priebus, secrétaire général, ancien président du parti républicain ; Sean Spicer, porte-parole. Sans oublier que cinq directeurs de la communication se sont déjà succédé à la Maison-Blanche.



Rex Tillerson (DR)

« des efforts importants ont été faits par le Tchad pour renforcer le contrôle des passeports et les échanges d'informations concernant de présumés terroristes »

en fait les frais. L'ex-PDG de la compagnie pétrolière Exxon Mobil avait pris la tête de la diplomatie américaine à l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche. « Mike Pompeo, directeur de la CIA, devient notre nouveau secrétaire d'Etat. Il va faire un boulot fantastique ! Merci à Rex Tillerson pour sa contribution. Gina Haspel devient la nouvelle directrice de la CIA, et la première femme à ce poste. Félici-

tration présidentielle.

Les relations entre Donald Trump et son désormais ex-chef de la diplomatie n'ont jamais été au beau fixe. Les deux hommes ont maintes fois affiché leurs divergences, sur la Corée du Nord ainsi que sur l'Iran ou le Qatar et pas plus tard que lundi sur la Russie, Rex Tillerson ayant mis en cause Moscou après l'empoisonnement d'un ex-agent double russe en Grande-Bretagne.

À qui le tour demain ?

Signalons qu'avant son limogeage, Rex Tillerson a effectué, du 6 au 13 mars, sa première tournée officielle en Afrique. L'ex-chef de la diplomatie américaine s'est rendu successivement en Ethiopie, à Djibouti, au Kenya, au Nigeria et au Tchad. Au cours de cette tournée, la première du genre depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, Rex Tillerson a rencontré les dirigeants africains et ceux de la Commission de l'Union africaine. Le but de sa visite a été, entre autres, de renforcer la coopération entre les pays du continent dans la lutte contre le terrorisme et encourager la bonne gouvernance. La décision du gouvernement américain

d'interdire aux ressortissants tchadiens de voyager aux Etats-Unis a également été évoquée. « Les mesures qui ont été prises sont nécessaires en raison du conflit qui existe aux frontières du Tchad. », a expliqué le secrétaire d'Etat américain, avant de rassurer ses interlocuteurs : « Les Tchadiens sont les bienvenus aux Etats-Unis ». Selon Rex Tillerson, « des efforts importants ont été faits par le Tchad pour renforcer le contrôle des passeports et les échanges d'informations concernant de présumés terroristes ». Tous ces efforts, a assuré le diplomate, devraient permettre de prendre des mesures afin de normaliser les conditions de voyage des Tchadiens aux Etats-Unis.

Yvette Reine Nzaba

IMMIGRATION

Six cent cinquante réfugiés centrafricains au Congo seront bientôt rapatriés

Le gouvernement centrafricain et le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) préparent l'opération. Une mission conjointe s'est rendue fin février dans la région de Mongoumba, au sud du pays.

Au regard de la stabilité constatée dans les régions de l'ouest, du sud du pays et à Bangui, plusieurs réfugiés centrafricains décident de rentrer au bercail alors que les acteurs humanitaires viennent de lancer le Plan de réponse humanitaire. Chiffré à plus de 15,6 millions de dollars américains, ce plan inclut les réfugiés et les retournés. La Centrafrique compte encore environ 538 432 réfugiés dans six pays : Congo, RDC, Cameroun, Tchad, Soudan et Soudan du Sud. Selon les données officielles, 50 028 réfugiés centrafricains vivent en République du Congo. Ils se trouvent pour la plupart dans le camp des réfugiés de Bétou, près de la sous-préfecture de Mongoumba.

Selon le bulletin d'information du HCR Centrafrique, une mission conjointe a été effectuée fin février à Mongoumba afin de suivre les activités préparatoires

au retour des réfugiés vivant au Congo. Elle visait à sensibiliser les autorités locales et la population à l'accueil des rapatriés et de

« Ce centre de transit devra constituer aussi une opportunité pour asseoir la cohésion sociale en dehors des activités de rapatriement, et permettre ainsi aux jeunes et aux femmes de se retrouver pour mener des activités en faveur du vivre ensemble ».

s'assurer de l'état d'avancement de la réhabilitation du centre de transit.

Les travaux de réhabilitation du centre de transit sont en cours avec l'appui du HCR et de ses

partenaires. Le directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur en charge de la sécurité, Jean Sosthène Dengbe, s'est dit satisfait de l'état d'avancement des travaux de ce centre qui, pour lui, pourrait être cédé à la commune à la fin du rapatriement. Il indique, par ailleurs, que « ce centre de transit devra constituer aussi une opportunité pour asseoir la cohésion sociale en dehors des activités de rapatriement, et permettre ainsi aux jeunes et aux femmes de se retrouver pour mener des activités en faveur du vivre ensemble ».

Le Plan de réponse humanitaire 2018 relève que « concernant les rapatriés, ceux d'entre eux qui reviennent en RCA par le biais de mouvements de retour facilités continueront à percevoir un viatique au départ de leur pays d'asile, tout comme les rapatriés spontanés qui pourront recevoir à leur retour en RCA une assistance sous forme d'articles domestiques ».

Fortuné Ibara

MAURITANIE

Un médecin invente un appareil dentaire solaire

L'invention de Mahfoudh Mohamed Ebbatt, chercheur mauritanien, a eu lieu au Soudan, où un brevet lui a été délivré.

Mahfoudh Mohamed Ebbatt aura ainsi mis au point un appareil fonctionnant aux énergies solaire et éolienne et pouvant être utilisé pour l'extraction de racines de dents cassées, a-t-on appris. Le chercheur explique : l'appareil permet « d'enlever la racine à moindre effort et de manière rapide sans porter atteinte aux tissus avoisinants ».

Il permet également d'éviter toute hémorragie et ne nécessite aucune intervention chirurgicale pour extraire la racine cassée ou enfouie. Il s'agit d'un appareil d'une longueur de dix centimètres, disposant de têtes mobiles et démontables en forme de spirales. Mahfoudh poursuit des recherches à la Faculté de médecine buccale et dentaire de l'université internationale d'Afrique de Khartoum, au Soudan.

Noël Ndong

ETHIOPIE

Près de 7,9 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence

L'Ethiopie a déclaré mardi que 7,88 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence et que le changement climatique a été un problème spécial pour la sécurité alimentaire du pays.

« La situation géographique de l'Ethiopie et son agroécologie diversifiée la rend vulnérable aux catastrophes liées au climat, surtout à la sécheresse et aux inondations », a expliqué Mitiku Kassa, commissaire à la Commission nationale pour la gestion des risques de catastrophe. La commission, qui a lancé mardi son Plan humanitaire et de résilience aux catastrophes pour 2018, estime que l'Ethiopie a besoin de 1,44 milliard de dollars pour la nourriture d'urgence, des abris et les besoins médicaux de 7,88 millions de personnes.

La coordinatrice résidente des Nations unies, Ahunna Ezia-konwa-Onochie, a lancé un appel à une action anticipée et à la mise à disposition de fonds pour résoudre rapidement la crise alimentaire.

Xinhua

AFRIQUE CENTRALE

La CEEAC et la BAD souhaitent redynamiser leur coopération

Le secrétaire général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Ahmad Allam-mi, et le directeur général de la Banque africaine de développement (BAD) pour l'Afrique centrale, Ousmane Dore, ont échangé sur la question le 13 mars.

Pendant une heure, les deux personnalités ont développé l'ensemble des axes de coopération qui concourent au renforcement du processus d'intégration régionale en Afrique centrale. Ils ont revisité les plus grands projets intégrateurs sélectionnés depuis des décennies, mais qui n'ont jamais été réalisés ou dont la mise en œuvre piétine.

Brandissant l'un des piliers de la politique de la BAD, à savoir « intégrer l'Afrique », son directeur général pour l'Afrique centrale a réaffirmé sa volonté de booster l'intégration régionale. « *L'intégration régionale reste ma préoccupation.* », a-t-il martelé, avant de promettre une visite dans les prochains jours, consacrée essentiellement à passer au peigne fin tous les projets (infrastructures, énergie, eau, environnement, etc.).

Ousmane Dore s'est dit aussi très favorable à la diversification de l'économie de la région, surtout en ces moments où les prix du ba-



Ahmad Allam-mi

ril de pétrole subissent des revers sur les économies des pays producteurs. Il a cité l'agriculture, les échanges commerciaux et l'environnement comme sources de revenus hors pétrole, saluant au passage l'ouverture des frontières au sein des six pays membres de la Cémac. « *Nous réaffirmons notre volonté ferme d'appuyer la CEEAC, y compris sur les questions de paix et de sécurité et celles de la gouvernance macro-économique.* », a conclu le responsable de la BAD.

Cet engagement a aussitôt été relevé par le secrétaire général de la CEEAC qui, lui aussi, prône la

diversification des économies des Etats membres, afin, a-t-il dit, de rendre la CEEAC plus efficace. Ahmad Allam-mi a ensuite déclaré que « le secrétariat général de la CEEAC s'attèle actuellement à des dossiers comme la réforme institutionnelle en cours, la rationalisation de la Cémac et la CEEAC et les préparatifs de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC en juin prochain et bien d'autres ». Le processus de réforme pourrait être bouclé en 2019 et celui de la rationalisation en 2023.

Au nombre des goulots d'étran-



Ousmane Dore

gement qui freinent l'action de la CEEAC, son secrétaire général a évoqué le non-versement des cotisations par les Etats membres, la multi-appartenance à plus d'une communauté économique régionale et le problème de paiement des contreparties préalables à la réalisation de certains projets.

Pour l'ambassadeur Allam-mi, la bonne gestion des projets financés par la BAD passe par la mise en place d'une coordination générale des projets BAD avec un système d'évaluation et de suivi, puis un système de passation des marchés. Il a ensuite appelé la BAD à s'investir davantage dans la ré-

alisation des projets qui tiennent à cœur la CEEAC, à savoir les infrastructures, l'énergie, l'eau, etc. Ousmane Dore a emboîté le pas à Allam-mi sur les questions de paix et de sécurité et la question de gouvernance, en insistant sur leur impact de mise en œuvre des projets de développement de la région d'Afrique centrale, d'où la nécessité pour la BAD de contribuer à leur résolution.

Le directeur général de la BAD pour l'Afrique centrale a assuré son interlocuteur de sa volonté de relancer les projets et programmes qui piétinent.

Yvette Reine Nzaba

ENVIRONNEMENT

Les experts expliquent le bien-fondé de la réunion de Brazzaville sur les tourbières

A quelques jours de la tenue de la troisième réunion des partenaires de l'initiative globale sur les tourbières (IGT), qui aura lieu à Brazzaville du 21 au 23 mars, sur le thème « Valoriser les tourbières pour la population et la planète », les experts en la matière ont animé une tribune expliquant le bien-fondé de ces assises.

Le Pr Timélon Andi Barry, maître de conférence à l'Université Marien-Ngouabi et expert en Climat environnement et gestion des déchets, et Basile Pati, ingénieur des eaux et forêts, expert en évaluation des tourbes, représentant la présidente du comité d'organisation, Arlette Soudan-Nonault, ministre du Tourisme et de l'environnement, ont édifié le public sur des points précis tels que : Ce que le Congo peut gagner en organisant cette réunion ; dans quelle mesure les tourbières peuvent constituer un atout dans le cadre de l'action climatique ; comment faire pour sensibiliser les peuples autochtones à la protection des tourbières, etc.

Organisée par la République du Congo en partenariat avec l'ONU environnement et la RDC, cette réunion des partenaires de l'IGT est la troisième du genre après la deuxième qui a eu lieu à Djakarta en Indonésie, au cours de laquelle le Congo a été désigné pour abriter l'actuelle réunion. Elle va évaluer

tout ce que l'humanité peut faire au sujet des tourbières qui aujourd'hui se présentent comme une grande réserve, un réservoir de carbone, mais que les gens ne connaissent presque pas. La question des tourbières est une question essentielle pour la protection de l'environnement.

C'est quoi les tourbes ? Qu'est-ce que le Congo peut gagner en organisant cette réunion ? Et dans quelle mesure les tourbières peuvent-elles constituer un atout dans le cadre de l'action climatique ?

Les tourbes sont des substances composées de résidus végétaux qui se forment lorsque la matière végétale va dans le sol sans se décomposer essentiellement. C'est un réservoir dans lequel on trouve un mélange d'eau, de sol et de matières organiques (tout ce qui est matière végétale), mais en présence d'un milieu pauvre en oxygène. Ce qui fait que, cette composition, cette biomasse se dégrade. Cette absence d'oxygène fait que le carbone



Les tourbières du bassin du Congo

emmagasiné n'échappe pas très vite, parce qu'il ne s'oxyde pas pour passer à l'étape de gaz carbonique dans cette zone qui est qualifiée de tourbe.

La tourbière dont on parle ici est celle du bassin du Congo qui devient un cas particulier, parce qu'elle constitue à ce jour, l'une des plus grandes réserves de carbone. A ce titre, le Congo organise cette conférence internationale pour valoriser ces tourbes dont les profits à tirer sont importantes.

A la question de savoir comment expliquer que ces zones qui emmagasinent d'énormes quantités de carbone soient reléguées au second plan ? Les experts pensent qu'au départ les gens ne savaient pas qu'au niveau des tourbières il

plantes », explique l'un des experts.

Sensibiliser les peuples autochtones pour protéger les tourbières

Les experts pensent que c'est ça l'objectif de cette réunion, faire en sorte que ces tourbières ne soient pas détruites. « *Ce sont des projets que l'on peut faire à l'avenir, que l'on peut développer dans ces zones-là en connaissant les potentialités, en ce moment-là, on va résoudre les problèmes des populations qui peuvent être démunies de leurs ressources premières avec les retombées des projets* », disent-ils. En conclusion, les experts pensent que le monde entier doit changer ses procédures de développement. Le développement durable, c'est le développement économique et social, en rapport avec l'environnement. L'Afrique poursuit les experts, est la partie du monde qui pollue moins mais qui subit plus les effets du changement climatique. Quand le bassin du Congo emmagasine tout ce que le monde peut polluer, il porte secours à l'humanité, mais en contrepartie, il devait y avoir un avantage.

Bruno Okokana

« *Puisque nous avons une grande forêt, nous avons plus de gaz carbonique que les autres. Nous avons le droit de revendiquer une contrepartie lorsqu'il s'agit des questions de changements climatiques. Les dernières études ont montré que les tourbières deviennent plus importantes que les arbres. Il faut l'expliquer à l'opinion nationale et internationale, et les protéger parce qu'elles nous apportent plus que ce que nous faisons avant. Mais tout cela est complémentaire, parce que nous n'allons pas rejeter les*

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**
 Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
 (africaine, française et italienne)
 Essais, Romans, Bandes dessinées,
 Philosophie, etc.

Un **Espace culturel** pour vos **Manifestations**
 Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
 Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
 immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville
 République du Congo

Horaires d'ouverture:
 Du lundi au vendredi (9h-17h)
 Samedi (9h-13h)

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

AGENCE D'INFORMATION

+242 06 951 0773
 +242 05 629 1317
 imp.bc@adiac-congo.com

NÉCROLOGIE

Sandrine Atipo, agent de TéléCongo, les familles Itoua-Ebobolo, Atipo, Mbon-Wy, Malonga, Kalynsh Kaba et la grande famille d'Etapa annoncent aux parents, amis et connaissances, le décès de leur frère, fils et neveu, Gefreil Ngandzien-Itoua, survenu le dimanche 11 mars 2018 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n° 14 de la rue Mvouti, entre l'avenue Miadeka et Madoukou.

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

AVIS DE SERVICE AU CABINET NORBI

Pour vos mémoires, discours et livres de tous genres (romans, essais, nouvelles, pièces de théâtre, recueils de poèmes et contes), le cabinet de relecture «Norbi» se met à votre disposition. Il mettra du soin à votre syntaxe, votre vocabulaire et même à l'orthographe.

Contacts : 04 494 08 57 -/ -06 995 49 46.
 Norbi est votre meilleur partenaire
Merci !

BUTEO SARL entreprise de travaux et d'études en environnement d'énergie et eau.

Offre des prestations suivantes :

- Étude impact environnemental et social ;
- Entretien de station d'épuration ;
- De gestion de déchets ;
- D'énergie et d'hydraulique

Adresse : N°01, rue Bouzala à Moundali (arrêt Mat-soua, voir bureau ConsulCo)

Tél.:06 563 08 13
 courriel:contact@buteo-cg.com
 contact.buteo@gmail.com
 Site web :www.buteo-cg.com

AVIS DE RECRUTEMENT

Les Dépêches de Brazzaville recherche les vendeuses et vendeurs ambulants, dynamiques et motivés. Les personnes intéressées sont priées de se présenter le vendredi 30 mars 2018 à 10h00, avec leur pièce d'identité au siège social des Dépêches de Brazzaville, sis au n°84 boulevard Denis-Sassou - N'Guesso (Mpila) Brazzaville, République du Congo.

CFCO

Des derniers réglages avant la relance effective du trafic

Le transport ferroviaire, fermé à la circulation (entre Loutété, dans la Bouenza, et Brazzaville) depuis plus d'une année, devra normalement reprendre ses activités entre mi-juin et début juillet, confirme une source proche de la direction régionale de Brazzaville.

Pour permettre aux machines d'être au point dès leur remise en service, des séances de réchauffage de ces engins s'effectuent chaque semaine, notamment les lundi et jeudi. C'est ce qui explique les sifflements de train entendus ces derniers temps au centre-ville de Brazzaville.

Les services chargés de Voies et bâtiment (VB), des Télécommunications, signalisation et énergie (TSE) ainsi que ceux du Matériel et traction vont, dans quelques jours, partir de Brazzaville jusqu'à Kimbédi, dans le département Pool. Objectif : désherber le long du chemin de fer, réparer les panneaux de signalisation ainsi que d'autres accessoires de communication reliant les différentes gares.

« Le début de ces opérations était prévu pour ce 24 mars, mais ce



Des ouvriers à l'oeuvre (DR)

n'est plus évident. On attend le signal des autorités qui devront mettre à notre disposition des moyens nécessaires », a confié le chef de bureau TSE deuxième division, Noël Niki-Niki, lors d'un entretien. Signalons que les dégâts enregistrés sur le réseau ferroviaire pendant la crise du Pool

sont en train d'être réparés par les pouvoirs publics.

Outre la rupture du trafic entre Pointe-Noire et Brazzaville, les agents du CFCO (Chemin de fer Congo Océan) accusent plus de dix mois d'arriérés de salaire. Pour leur permettre de souffler tant soit peu, ils perçoivent la

moitié de leur revenus trois mois après.

Mode de transport de masse, les rails ne cesseront de jouer un rôle de premier plan dans l'économie congolaise, malgré la présence de la route bitumée et de la voie aérienne. L'arrêt du trafic continue d'influencer l'approvisionnement

de Brazzaville en divers produits, dans la mesure où la route ne permet guère d'assurer le transport de grandes quantités de marchan-

« Le début de ces opérations était prévu pour ce 24 mars, mais ce n'est plus évident. On attend le signal des autorités qui devront mettre à notre disposition des moyens nécessaires .»,

dises. C'est ce qui explique en partie des pénuries de carburant constatées à Brazzaville.

Le CFCO relie à la fois les deux grandes villes du pays et les ports maritime et fluvial qui jouent un rôle crucial dans la chaîne nationale des transports. C'est dans cette optique que le Congo a conclu, en avril 2017, un protocole d'accord avec la Chine sur la réhabilitation du CFCO long de 510 km ainsi que la construction de près de 1800 km de nouvelles lignes.

Lopelle Mboussa Gassia

FRANCK EULOGE MPASSI

«La sortie des ninjas ne peut être possible sans l'accord de la commission ad hoc mixteparitaire»

Crise du Pool : Franck Euloge Mpassi estime que la sortie des ninjas ne peut être possible sans la commission ad hoc mixte paritaire

Le président de la cellule de sensibilisation et communication de la commission ad hoc mixte paritaire a laissé entendre, dans un entretien exclusif avec Les Dépêches de Brazzaville, le 14 mars, qu'aucun ninja proche du pasteur Ntoumi n'est encore sorti des forêts. « Nous attendons le déclat de toutes les opérations.

Et cette sortie des ninjas ainsi que celle du pasteur Ntoumi qui, au passage, choisira le village de son choix pour habiter, est conditionnée par la levée du mandat d'arrêt. Ce qui a été arrêté par la commission ad hoc paritaire dans les discussions selon l'accord du 23 décembre 2017, qui dit que le

pasteur Ntoumi doit retrouver ses droits », a déclaré Franck Euloge Mpassi.

Il a également rappelé qu'après la signature de l'accord, le climat s'est apaisé avec le gel des positions de la Force publique et des ninjas, en attendant l'application des dispositions de ce document. Aujourd'hui, dix-sept délégués du Pasteur Ntoumi travaillent avec dix-sept autres de la partie gouvernementale en vue de les mettre en œuvre.

Pour le moment, a ajouté Franck Euloge Mpassi, le travail a consisté à la mise en place du bureau de la Commission ad hoc mixte paritaire (CAMP), de ces cellules techniques, des plans et programmes de mise en œuvre tout en essayant de résoudre les incompréhensions relatives à la libération des quelques partisans du Pasteur Ntoumi qui sont dans les commissariats et autres lieux de détention. Pour ceux qui sont à la Maison d'arrêt, les délégués du pasteur Ntoumi attendent que le gouvernement les sorte le plus vite possible afin de booster le processus de paix, a-t-il indiqué. « Au moment où nous parlons, pour montrer sa bonne foi, la délégation du Pasteur Ntoumi travaille pour la mise en œuvre pratique de cet accord et d'ores et déjà, une mission se trouve dans le Pool pour localiser là où le pasteur Ntoumi habitera après sa sortie dans la forêt », a-t-il signifié

Pour Franck Euloge Mpassi, rien ne peut actuellement se faire dans la crise du Pool sans la CAMP. Il a certifié que la sortie des ninjas, leur cantonnement, leur démobilisation désarme-

ment et réinsertion ne peut se faire sans la CAMP, parce qu'il y a une programmation à faire dans la manière de les réinsérer dans la société et c'est une disposition de l'accord de décembre 2017.

Il s'est dit étonné d'entendre qu'il y a des missions qui se rendent dans le Pool pour procéder à des opérations de désarmement, démobilisation et réinsertion des ex-combattants. De quels ex-combattants s'agit-il ? S'est-il interrogé. « Il faut une coordination dans les questions d'évaluation de ce processus de paix dans le Pool qui ne se fera jamais sans la commission ad hoc mixte paritaire. », a-t-il conclu. Il faut noter que le 22 janvier dernier, une centaine d'ex-ninjas venus en quatre vagues à bord d'un hélicoptère militaire affecté pour la circonstance ont été accueillis dans un site aménagé à Kinkala. Le ministre Nicéphore Fylla de Saint-Eudes qui a reçu les ex-ninjas les a félicités pour avoir répondu à l'appel de la sortie des forêts lancé par le président de la République, le 3 octobre 2017 lorsqu'il recevait les sages et notables du Pool.

La Rédaction



Un regroupement des ninjas à Kinkala (DR)

FINANCES PUBLIQUES

Des mesures pour assurer la gestion active de la dette

La proposition d'attribuer à la Caisse congolaise d'amortissement (CCA) une certaine autonomie de gestion a été évoquée, le 14 mars à Brazzaville, lors d'un débat entre la tutelle et les cadres supérieurs de ladite structure. Cette option permettrait à l'Etat de garantir le paiement des dettes intérieures et extérieures.

Les échanges entre les cadres de la CCA et les délégués du ministère des Finances et du budget s'inscrivent dans le cadre d'une série d'ateliers des régies financières, pouvant aboutir à

l'élaboration du plan d'action 2018 ainsi que du document de stratégie de la réforme des finances publiques pour la période 2018-2022.

« Ces ateliers offrent une opportunité de discuter de façon responsable et critique, des dysfonctionnements éventuels de chaque régie financière aux fins d'améliorer l'existant. Au cours de nos travaux, nous allons donc dresser l'état des lieux du fonctionnement de la CCA, et surtout formuler des propositions et recommandations. »,

La Caisse congolaise d'amortissement (CCA) est placée sous la tutelle du ministre des Finances et du budget. Elle est administrée et gérée par un conseil de gestion et une direction générale selon des modalités fixées par voie réglementaire. Les ressources de la CCA sont constituées par les produits d'emprunts et les prêts de toute nature ; les crédits budgétaires affectés à la dette ; les revenus de fonds de tous ordres ; des dépôts de garantie ; des recettes affectées au budget d'investissement.

Elle a entre autres missions, de procéder aux opérations d'emprunts publics à moyen et à long terme sur le marché national et international ; de contrôler l'émission de tous emprunts publics contractés en dehors d'elle; d'assurer la gestion des fonds d'emprunts et le service de la dette publique à l'aide des fonds versés par le Trésor; de proposer au gouvernement une politique d'endettement public conforme aux orientations du plan de développement économique et social et aux ressources fiscales...



Le présidium (Adiac)

a indiqué le directeur général de la comptabilité, président du comité des réformes publiques, Henri Loundou.

En effet, le renforcement de cet établissement public (CCA) va aider l'Etat congolais à juguler la crise économique actuelle marquée l'accumulation de la dette publique. Le niveau de l'endettement contracté et/ou garanti par l'Etat a atteint environ 110% du produit intérieur brut, soit à 5 329 milliards de francs CFA, selon les données du Fonds monétaire international (FMI).

C'est ainsi que ces financiers ont émis le vœu de voir se régler

« l'incohérence » entre le Trésor public et la CCA dans le traitement de la dette. En toute légalité, c'est la CCA qui détient les fichiers de la dette de l'Etat et est habilitée à les transmettre au Trésor pour le paiement. Dans la pratique, déplore le directeur de cette structure, Théodore Ikemo, le Trésor effectue des paiements sans l'avis de la CCA. Il propose, de ce fait, d'élaborer un manuel de procédure de la gestion de la dette, afin d'harmoniser les relations entre les deux régies financières. Un cabinet agréé sera désigné pour rédiger ce guide, lequel devrait

être conforme au standard international. « Nous souhaitons aussi créer un site internet pour publier en temps réel toutes les données sur les dettes. », a annoncé Théodore Ikemo.

Enfin, l'intervenant a évoqué la nécessité de renforcer les capacités de son personnel en adéquation aux multiples défis à relever. « Mais les propositions émises de ce plan stratégique pourraient évoluer en fonction des discussions avec le FMI et d'autres partenaires technique et financier. », a indiqué Théodore Ikemo.

Fiacre Kombo

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES
PEINTURES

CÉRAMIQUES
MUSIQUE









L'art dans sa Généralité,
de la Tradition
à la Modernité

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

MADIBOU

Des cas de malnutrition aigüe signalés à Kombé

Selon des statistiques du Centre de santé communautaire du quartier, dans le 8e arrondissement de Brazzaville, Madibou, en deux jours, le taux de la maladie chez les enfants de six mois à cinq ans est d'environ 10%, alors que la norme nationale est à 7%.

L'information a été donnée le 13 mars, lors d'une visite de presse organisée par l'ambassade du Japon, en partenariat avec l'Unicef. « Nous sommes en pleine campagne de dépistage des cas de malnutrition dans ce quartier. Cela a commencé hier et se poursuit, nous sommes déjà à près de deux cent cinquante enfants depuis hier et nous sommes à une prévalence déjà de malnutrition de l'ordre de 10,06% alors que le taux national est autour de 7%. Il y a un réel problème, il faut bien des appuis pour que nous dépistions ces enfants en vue de les prendre en charge. », a annoncé le médecin nutritionniste et urgentiste, le Dr Alain Bikindou. En effet, étant donné que la malnutrition est un problème de santé publique, après le dépistage, les enfants seront pris en charge pour éviter qu'ils puissent arriver à l'étape de la malnutrition sévère.



Le Centre de santé communautaire de Kombé, un don du gouvernement japonais

Inauguré en 2016, le Centre de santé communautaire de Kombé a été construit grâce au financement du Japon, dans le cadre de l'aide non-remboursable des petits projets locaux contribuant à la sécurité alimentaire. Les 116 261 dollars

du Japon ont servi à la construction et à l'équipement du centre. « La structure fonctionne selon un modèle tiré du partenariat public-privé, parce qu'il s'agit d'un centre privé à but non lucratif. Dans le fonctionnement de ce centre, nous avons des agents de l'Etat affectés par le district sanitaire de Madibou et des contractuels que nous avons recrutés pour renforcer le

personnel existant. L'appui de Médecin d'Afrique permet une bonne gestion du centre et un fonctionnement correct. », a expliqué le représentant de Médecin d'Afrique au Congo, le Dr Davy René Louvouezo. Interrogé sur les difficultés rencontrées, il a cité le manque du mur de clôture et l'aménagement du site. Le représentant de Médecin d'Afrique a, par ailleurs, félicité l'ambassade

du Japon qui a doté ce quartier de Brazzaville d'un centre de santé. C'est ainsi qu'il a sollicité du Japon un accompagnement dans le domaine de l'éducation et d'autres services sociaux de base.

Pour s'assurer du bon fonctionnement de cette structure, des réunions de congesion sont organisées chaque mois entre le personnel, Médecin d'Afrique, le district sanitaire et le comité de santé. Une action encouragée par les bénéficiaires. « Nous en avions vraiment besoin, c'est une bonne chose. La population félicite l'activité qui se mène ici. Merci au gouvernement du Japon, parce que ce n'est pas donné à tout le monde et ce n'est pas tout le monde qui rend service aux autres. Avec cette population que nous avons, ce centre nous rend un grand service, c'est l'unique que nous disposons dans le quartier. Avant, pour se rendre à un centre de santé, il fallait parcourir autant de kilomètres. », s'est réjoui la cheffe du quartier 809 Kombé, Jocelyne Makossi.

Notons que la délégation japonaise, conduite par la 2e secrétaire de l'ambassade de ce pays, Kumiko Kobayashi, a, entre autres, visité le service de surveillance nutritionnelle, le laboratoire, la pharmacie, la salle d'accouchement et de consultation de ce centre.

Parfait Wilfried Douniama

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Le gouvernement japonais finance des projets porteurs à Brazzaville

Une délégation conduite par la 2e secrétaire de l'ambassade du Japon au Congo, Kumiko Kobayashi, des représentants de l'Unicef, Micaela Marques de Souza, et du Programme alimentaire mondial (PAM), Jean-Martin Bauer, a visité, le 13 mars, trois projets mis en œuvre dans le cadre de la coopération nippo-congolaise dans les écoles de la ville capitale.

La première structure scolaire visitée par la mission accompagnée de la presse a été le complexe scolaire Saint-Esprit de Mougali, dans le 4e arrondissement de Brazzaville. En effet, grâce au financement du gouvernement japonais, cette école privée catholique s'est dotée d'un bâtiment de trois salles de classe et de cent treize tables-bancs. S'inscrivant dans le cadre du Projet d'aide aux microprojets locaux, cette subvention a également permis la construction des latrines.

Le Centre de rescolarisation de Ngamakosso, une seconde chance pour les jeunes

Fruit du projet « Autonomisation des jeunes en dehors de l'école », le Centre de rescolarisation de Ngamakosso, dans le 6e arrondissement Talangai, est une initiative commune des gouvernements congolais et japonais avec l'appui de l'Unicef. Financé par le Japon, ce centre érigé dans l'enceinte de l'école primaire de Ngamakosso compte un bâtiment comprenant quatre classes et un bloc administratif. Mis en service, en mars

2014, avec un effectif de quarante apprenants dont dix-neuf filles, le chiffre a actuellement quadruplé. Selon son directeur, Mathias Ewé, le centre compte cette année cent quatre-vingt-onze apprenants dont cent quarante filles, pour quatre enseignants parmi lesquels deux bénévoles, en attente de leur prise en charge par les pouvoirs publics. L'année dernière, le meilleur élève des centres de rescolarisation au Certificat d'études primaires et élémentaires est sorti de Ngamakosso, en la personne de Rizanie Nianga. De quoi susciter un engouement de la part des animateurs. « Les différents ateliers de renforcement de capacités organisés par notre tutelle avec l'appui de l'Unicef auxquels nous prenons part, chaque année, améliorent à n'en point douter nos connaissances sur la pratique de l'acte pédagogique et sur la gestion de nos structures. Je remercie la coopération Congo-Japon-Unicef. Soyez rassurés que nous saurons préserver ce patrimoine de rescolarisation, l'école de la deuxième chance. », s'est engagé Mahias Ewé.

Les cantines scolaires augmentent les effectifs des élèves

Mises en œuvre au Congo depuis 2002, les cantines scolaires sont un véritable stimulant pour les élèves. L'école primaire de Djiri-Pont, dans la commune de Kintélé, département du Pool, en connaît bien les retombées.

La directrice de cet établissement,



Les représentants de l'Unicef et du PAM assistant à la cantine scolaire à l'école primaire de Djiri-pont/Adiac

bénéficiaire des cantines scolaires du Japon à travers le PAM depuis 2016-2017, la communauté des parents et l'inspecteur, chef de la circonscription scolaire d'Igné, en sont conscients. « Nous sommes très ravis de ce que vous faites pour le Congo, parce que ces vivres font du bien aux enfants et aux parents. 2013-2014, nous étions à deux cents élèves, maintenant ils ne font que s'accroître, grâce aux produits PAM. Les vivres qu'on nous livre ici sont souvent de bonne qualité, appréc-

ciés par les parents et les élèves eux-mêmes, surtout la bonne qualité de la sardine. », a apprécié Firmine Sama, directrice de cet établissement, ancienne annexe de l'école de Kintélé.

Pascal Mokokissa pense, lui aussi, que des effectifs vont de façon croissante en ce qui concerne les écoles à cantines scolaires dans la sous-préfecture d'Igné. « L'an dernier, j'ai produit une fiche d'enquête relative à l'impact des cantines scolaires dans la fréquentation scolaire de nos

enfants. Il s'est avéré que dans les écoles à cantines scolaires, le taux de fréquentation est très élevé. C'est vrai, ces enfants doivent être nourris, ils doivent être dans les salles de classe, mais il y a un réel problème au niveau des enseignements. Il faut qu'ils aient des enseignements de qualité. », a lancé l'inspecteur, chef de la circonscription scolaire d'Igné, en présence du directeur de cabinet du ministre de l'Enseignement général, Adolphe Mbou-Maba.

P. W.D.

SPECTACLE

La soirée culturelle Bimoko émerveille les spectateurs

Le spectacle a été organisé le week-end dernier par l'association Minawa arts, que dirige Lyna de Pépito, en partenariat avec le Cercle culturel Sony-Labou-Tansi, sous le patronage de l'ambassadeur du Cameroun au Congo, Hamidou Nji Komidor.

La rencontre qui s'est tenue en une soirée était une forme de retrouvailles et causeries autour du vin de palme, du feu, bref, une manière de ramener le « mbongui » du village en ville.

Lyna de Pépito, organisatrice de la soirée, a déploré le fait que tout le monde ne soit pas venu en tenue traditionnelle tel qu'elle le souhaitait. « C'est notre premier essai, parce qu'on voulait valoriser les cultures et traditions ancestrales de notre pays. Nous voulions connaître nos différents habillements et tribus. Nous voulions brasser les cultures, mais ça n'a pas donné tel qu'on le souhaitait pour la simple raison que tout le monde n'est pas venu en tenue traditionnelle. Comme c'est la première édition,

nous pouvons dire que ça va », a-t-elle déclaré.

La soirée a été marquée par la déclamation des slams et contes par les artistes ci-après : Bénagea, Lyna de Pépito, Richelvie, Muleck, Melo, Ruch, Armel Luyzo Mboumba, Anaël Nkeoua, Nancy...

Un doigt ne pouvant laver tout le visage, Lyna de Pépito a remercié tous ces artistes qui l'ont accompagnée, ainsi que le directeur de Sony-Labou-Tansi, Célestin Ganongo, pour avoir cru et accepté d'encourager ce projet jusqu'à sa réalisation, et l'ambassadeur du Cameroun, parrain de cette activité.

Deux contes ont été suivis au cours de la soirée, le premier portant sur un homme qui parle beaucoup. La leçon à tirer de ce conte, c'est de se

taire parfois; d'apprendre à contenir certains secrets. Car, beaucoup de gens racontent des histoires sans pourtant tourner sept fois leur langue. Le second conte portait sur le choix d'une vie, entre la solitude et la solidarité.

Le directeur du Cercle culturel Sony-Labou-Tansi a apprécié l'événement à sa juste valeur. « La soirée s'est très bien passée. C'est ce qui nous manquait. Nous avons dorénavant un espace de contes, de proverbes, de citations, de devinettes. C'est une occasion aussi d'amener les Congolais à consommer local, parce qu'il y a eu la dégustation du vin de palme et de la kola. Il a été demandé aux participants et invités de porter, si possible, la tenue traditionnelle ; j'ai obéi à cette invite, car je suis en tenue traditionnelle, c'est même ça. Je pense que c'est un grand succès et je suis très content. Mais ce qui a pu impressionner, c'est



Lyna de Pépito en pleine prestation (Adiac)

la visite de l'ambassadeur du Cameroun. », s'est réjoui Célestin Ganongo. Il a annoncé officiellement que sa structure est prête à abriter la deuxième édition, dès lors qu'elle a soutenu la première. L'ambassadeur du Cameroun au Congo, dont les poèmes ont

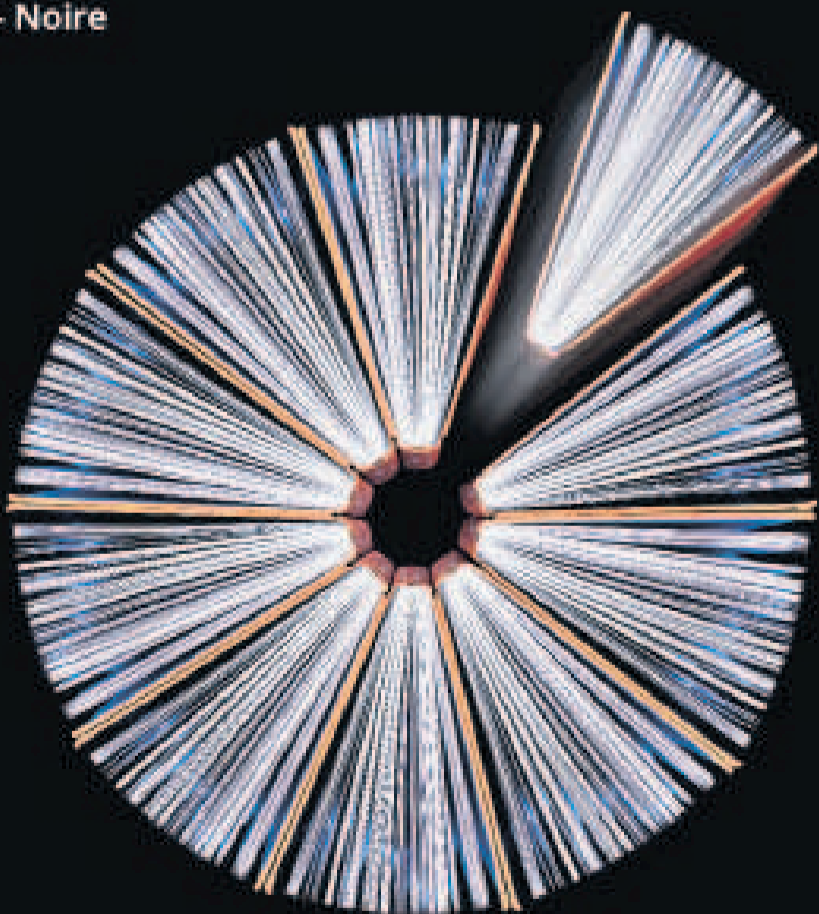
été lus, a félicité l'organisatrice de cette soirée et pense que ce genre d'activités manque énormément dans certains pays du continent, d'où, il faut les soutenir. Il s'est porté garant pour accompagner cette merveilleuse initiative.

Bruno Okokana

Deloitte.

Formation au Management

22 & 23 Mars
Elais Hôtel
Pointe-Noire



Jour 1 : Fondamentaux
Jour 2 : Outils du Manager

Places limitées

Information au
05 378 38 80
RGalessaml@deloitte.com

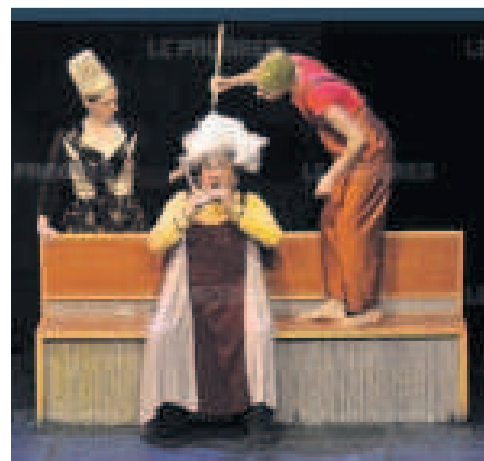
THÉÂTRE

La pièce « Bac ou mariage » en tournée nationale

Après avoir connu un grand succès lors de sa première représentation, le 3 février, à l'Institut français du Congo, la pièce de théâtre « Bac ou mariage » sera jouée en tournée nationale qui s'inscrit dans le cadre du mois mondial du théâtre (mois de mars), sous la direction générale des Arts et des Lettres du ministère de la Culture en partenariat avec l'Institut français du Congo et les Ateliers SAHM.

Cette initiative émane de la directrice générale des arts et des lettres, Emma Mireille Opa Elion. Elle disait. « Nous proposons à l'IFC de faire une tournée dans deux ou trois départements du Congo, pour montrer aux jeunes et aux adultes cette pièce, parce que ce texte qui a été écrit il y a plus de 30 ans, est encore d'actualité. Le ministère est déjà partant pour cette tournée autour de trois départements du Congo. » La pièce « Bac ou mariage » de Fifi Tamsir Niane sera rejouée les 16 et 21 mars prochains dans les lycées Thomas Sankara et Mafouta à 9 heures. Elle véhicule un sujet d'actualité notamment, la déscolarisation des jeunes filles, le mariage forcé, l'appât du gain, la corruption, ... Afin de sensibiliser les élèves à ces fléaux.

Cette pièce met en scène une jeune fille dakaroise, Soukey, qui vient d'obtenir son Brevet d'études du premier cycle et, qui souhaite poursuivre ses études jusqu'à l'obtention de son baccalauréat. Malheureusement ses parents désapprouvent son vœu et voudraient la marier à un vieux polygame, M. Gueye, directeur d'une usine. Soukey se révolte et tente de s'enfuir, aidée par ses amis. Par chance, le mariage échoue grâce à l'arrestation du vieux Gueye pour enrichissement suspect.



Malheureusement ses parents désapprouvent son vœu et voudraient la marier à un vieux polygame, M. Gueye, directeur d'une usine. Soukey se révolte et tente de s'enfuir, aidée par ses amis. Par chance, le mariage échoue grâce à l'arrestation du vieux Gueye pour enrichissement suspect.

Rosalie Bindika

AGRICULTURE

La rareté des pluies inquiète les maraîchers de la ville côtière

La chaleur qui sévit à Pointe-Noire depuis un certain temps met en péril les cultures maraîchères qui poussent moins qu'en temps normal.



Un jardin affaibli par une insuffisance hydrique/credit photo DR

Après les problèmes d'acquisition de terres auxquels ils sont confrontés, les maraîchers de Pointe-Noire font face à la chaleur et au manque de pluies. La chaleur qui se fait sentir depuis le début du mois de mars n'est pas encore prête à s'estomper. Les pluies tardent à tomber, la terre est craquelée à cause de la chaleur torride et les cultures ne poussent plus bien. Cette situation qui dure depuis un certain temps commence à provoquer une certaine inquiétude chez les maraîchers. Ces derniers voient leurs cultures souffrir du manque d'eau et les pieds de cultures sont moins grands que d'habitude.

Aujourd'hui, ces agriculteurs observent le ciel dans l'espoir de voir tomber des pluies.

Cependant, nombreux d'entre eux vont s'attendre à une perte de revenu. « Il fait trop chaud ces jours-ci alors que nous sommes en période de pluies. Les cultures souffrent de chaleur. Si les conditions météorologiques ne s'arrangeaient pas rapidement, nos récoltes seront bien réduites. », s'est inquiété Nzébé, maraîchère dans le troisième arrondissement.

Notons qu'autrefois les saisons étaient bien connues et délimitées dans le temps en République du Congo. À cause du réchauffement climatique, tout a changé. Les pluies arrivent parfois tardivement et les saisons sèches sont également prolongées. Les agriculteurs n'ont plus la maîtrise des dates de semis.

Hugues Prosper Mabonzo

PATRIMOINE CULTUREL

Plaidoyer pour un centre départemental de documentation et des archives coloniales

L'idée a été soumise au consul général de France à Pointe-Noire, après le travail méticuleux effectué par la mission congolo-européenne qui a permis de sauvegarder récemment plus de quatre mille documents coloniaux du Moyen Congo dans cette ville.

L'année dernière, une équipe composée de cinq éminents européens venus des universités de Genève, Bruxelles, Portsmouth et Oxford, conduite par le Pr Tony Chafer, a travaillé pendant dix jours au service des archives de la préfecture de Pointe-Noire pour sauvegarder des documents anciens abandonnés, délaissés, dégradés et poussiéreux entassés dans ce service. Après un travail minutieux et appliqué, plus de quatre mille documents ont pu être sauvés.

Grâce à l'action concertée de Bruno Fructueux Bountsana, secrétaire général du département de Pointe-Noire, Ernest Balou, chef de service des musées chargé des archives à la direction départementale du patrimoine, et à la volonté active du Pr Tony Chafer, chercheur à l'université de Portsmouth, en Angleterre, un plaidoyer a été mené auprès de Jean-Luc Delvert, consul général de France à Pointe-Noire, en vue de la création dans la ville d'un centre départemental de documentation et des archives



Le poilu Balou Constant a participé à la Première Guerre mondiale/credit photo DR

de Pointe-Noire, une structure franco-congolaise qui aurait pour mission essentielle de sauvegarder, dans les deux départements du Kouilou et de Pointe-Noire et aussi dans les autres localités du pays, tous les documents coloniaux français disséminés, abandonnés et en proie à la détérioration, des archives historiques, politico-économiques et socio-culturelles de la période coloniale.

Ce centre aurait aussi pour objectifs majeurs de classer les archives coloniales à Pointe-Noire et dans les autres départements comme le Kouilou, Brazzaville, le Niari, la Bouenza, la Lékoumou, le Pool, les Plateaux, la Cuvette, la Sangha et la Likoua-

la, numériser ces documents coloniaux, continuer à sauvegarder les quatre mille documents d'archives coloniales déjà recensés, classer et poursuivre la sauvegarde des autres en état de perte et, enfin, préserver ou protéger les autres documents dits sensibles.

En exprimant sa volonté de voir ce projet être concrétisé, le consul général de France à Pointe-Noire a pris l'engagement de soumettre le dossier à sa hiérarchie. Conscient de la nécessité de préserver ce patrimoine, il a émis le vœu de mettre en place des plaques informant le public sur le nom du propriétaire, de l'architecte, de la date de construction et d'inauguration des bâtiments constituant le patrimoine matériel de la ville, sans oublier l'initiative d'ériger une stèle avec tous les noms des anciens combattants de la Première Guerre mondiale (1914-1918) et de la seconde (1939-1945) au monument dédié aux morts au rond-point Kassaï, situé non loin de l'Institut français de Pointe-Noire.

Signalons que les centres de documentation et d'archives coloniales françaises similaires fonctionnent à merveille au Sénégal et au Bénin, a dit le Pr Tony Chafer, qui a passé trente années d'expérience en Afrique de l'ouest et actuellement travaille en Afrique centrale.

Hervé Brice Mampouya

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adlac-congo.com

LES DEPECHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

14, boulevard Denis-Sauco-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



RUGBY

La Fédération prépare les formateurs pour redynamiser la discipline

Avec l'appui de la Confédération africaine de rugby (Rugby-Afrique), la Fédération congolaise de la discipline a récemment organisé, à Brazzaville, deux sessions de formation d'enseignants d'éducation physique et étudiants (licence et master) de l'Institut national de jeunesse et des sports. Le stage a été animé par l'expert ivoirien, Charles Yapo. Au programme, "Get into rugby" et l'arbitrage. « Il s'agit d'un programme innovant sur la pratique de rugby à tout âge, notamment à l'école, dans les quartiers, les orphelinats. », a indiqué l'expert. Cela dit, les stagiaires, après cette formation, auront la responsabilité d'encadrer les jeunes dans le milieu scolaire surtout.

Charles Yapo a mis à la disposition de la Fédération trente-cinq ballons et d'autres équipements sportifs pour améliorer la pratique de la discipline au Congo. Selon lui, l'action menée s'inscrit dans le cadre du programme de soutien, de suivi et évaluation, de formation et d'aide au développement que Rugby-Afrique apporte à ses membres (les fédérations). Par ailleurs, le président de la Fédération congolaise de rugby, Paulin Mandounou, a salué l'action de la Confédération africaine ainsi que du ministère des Sports et de l'éducation physique pour impulser la pratique de la discipline dans le pays. « Les rudiments de la pratique du rugby à l'école vous sont donnés. Nous vous attendons aux résultats. », a-t-il déclaré, s'adressant aux stagiaires. En rappel, c'est depuis 2016 que le rugby est devenu sport olympique.

Rominique Makaya



Les stagiaires en formation (Adiac)

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECT LIGUE 1

Le FC Kondzo dans le dur



Le FC Kondzo traverse une crise de résultats/Adiac

Le club a concédé, lors de la 9^e journée, sa septième défaite de la saison en s'inclinant (0-1) face à la Jeunesse sportive de Talangai (JST). Une défaite de trop pour cette équipe.

C'est la crise de résultat que traverse le football club Kondzo. C'est aussi sa pire série depuis plus de cinq ans. Quinzième lors de la saison 2016-2017, le FC Kondzo était obligé de passer par les barrages pour assurer sa présence dans les élites. Battu à l'aller (1-2) par les Jeunes du Centre d'études et sport La Djiri, le FC Kondzo avait gagné la manche retour par forfait après le rapport des officiels, qui confirmait le lancement de pierres et de chaises par les supporters ayant aussi envahi l'aire de jeu, occasionnant

l'arrêt de la partie, à la 31^e mn. Le FC Kondzo menait alors (1-0). Après avoir réussi à sauver sa saison, cette équipe a vite perdu ses repères. La victoire à Pointe-Noire (1-0) face à Nico-Nicoyé lors de la première journée du championnat national, n'était qu'un trompe-l'œil. Depuis lors, cette équipe n'a plus vécu ses moments de gloire, collectionnant sept défaites sur huit matches disputés plus un nul blanc face à La Mancha. Le FC Kondzo a été respectivement battu sur le terrain (0-1)

par la JST, (1-2) par l'Etoile du Congo, l'AC Léopards et Tongo FC, (0-5) face aux Diabes noirs, (0-2) face à V Club Mokanda. Il a même perdu le match face à l'AS Otho, comptant pour la 6^e journée, par forfait. Ses joueurs ne se sont pas rendus à Owando pour une affaire de primes. Conséquence, le FC Kondzo avait écopé d'une amende de quatre cent cinquante mille F CFA. Quatorzième dans un championnat à seize équipes, le FC Kondzo (quatre points) doit vite se relever pour sa place dans l'élite. Cela devra commencer mardi prochain contre Patronage Sainte-Anne, dans le cadre de la 10^e journée.

James Golden Eloué

UNESCO

Un premier Congolais à la chaire des sciences de l'éducation

Selon un communiqué de presse du bureau de l'agence onusienne à Brazzaville, le comité d'évaluation des chaires de cette institution onusienne a nommé le Pr Samuel Maweté, responsable de la chaire-Unesco au sein de l'université Marien-Ngouabi.

Le promu est le premier Congolais à être titulaire d'une chaire Unesco de portée régionale. La chaire-Unesco en sciences de l'éducation a été créée en 1996, au sein de l'université Marien-Ngouabi, à l'origine, sous forme de projet dans le cadre de la mise en œuvre du programme Unitwin/chaire-Unesco.

La chaire-Unesco de sciences de l'éducation pour l'Afrique centrale, option didactique des disciplines et évaluations, fait partie aujourd'hui des écoles doctorales de l'université Marien-Ngouabi. Elle vise, entre autres objectifs, à contribuer au perfectionnement et à la promotion scientifique et sociale des chercheurs de la région, à la constitution d'une expertise régionale de haut niveau dans le domaine, ainsi qu'à l'amélioration de la formation professionnelle des cadres de l'enseignement de 3^e cycle à l'université Marien-Ngouabi et dans la sous-région.

La chaire a enregistré treize admis au doctorat de 2005 à 2009 et validé de 2010 à 2027 soixante-trois thèses de doctorats pour les étudiants venant du Cameroun, de la République démocratique du Congo, du Tchad, de l'Angola, Gabon ainsi que du pays hôte, le Congo.

Au total, deux cent-douze apprenants ont été déclarés admis aux diplômes d'études approfondies de 1998 à 2013 et quarante-huit au doctorat de 1998 à 2015.

La chaire-Unesco en sciences de l'éducation a apporté sous la direction de Samuel Maweté, explique le communiqué du bureau de l'Unesco, une contribution essentielle au projet de renforcement des capacités des enseignants en vue de combler le fossé de la qualité dans l'enseignement au Congo, (Unesco-Cfit), financé par les fonds en dépôt de la Chine.

Samuel Maweté est né le 9 mars 1954. Il est professeur titulaire (Cames), chef de département des formations doctorales, coordonnateur de la chaire-Unesco en sciences de l'éducation, en même temps, coordonnateur du centre de pédagogie universitaire et du réseau ouest et centre africain de recherche en éducation, Rocare-Congo.

Lydie Gisèle Oka